



## INSTITUTION ADOUR

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
 de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 25 janvier 2023**  
 (Convocation du 12 janvier 2023)

Aujourd'hui, le 25 janvier 2023 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	54
• Voix	323
<b>Présents</b>	
• Nombre	33
• Voix	196
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	34
• Voix	197
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

### Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Julien Dubois, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

### Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Labadie

### Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Marc Saint-Esteben, M. Bernard Verdier,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Brethes, M. Michel Cuyaubé, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latri, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



## OBJET : Programme d'actions - Administration finances - Programme d'actions 2023

### Exposé des motifs :

Les fiches détaillées de présentation du programme d'actions 2023 qui reprend la poursuite des actions pluriannuelles et les actions nouvelles sont jointes en annexe. Ces actions sont envisagées en tenant compte des éléments connus à ce jour notamment concernant l'engagement des partenaires financiers de l'EPTB.

Le programme d'actions 2023 se compose de 34 fiches. 28 fiches seront inscrites en section de fonctionnement et 6 fiches seront inscrites en section d'investissement.

Parmi les 28 fiches actions relevant de la section de fonctionnement, il faut noter que 5 d'entre elles concernent de nouvelles actions :

- la fiche 13 : PAPI de l'agglomération dacquoise - Action 1.3
- la fiche 25 : Suivi écologique et entretien sur le site du réservoir de La Barne
- la fiche 26 : État des lieux DSP Gers
- la fiche 27 : Animation de la mise en œuvre de la feuille de route Gestion quantitative de l'EPTB Adour
- la fiche 28 : Accompagnement des EPCI-FP pour le classement, les travaux et la gestion des systèmes d'endiguement

Concernant la section d'investissement, les fiches actions sont au nombre de 6.

### Section de fonctionnement

Type d'opération	N° de fiche	Missions	Montant TTC
Animation territoriale	1	Animation territoriale à l'échelle du bassin de l'Adour	150 432 €
	2	Observatoire de l'eau	148 758 €
Gestion intégrée	3	SAGE Midouze - Animation et communication	73 789 €
	4	SAGE Adour amont - Animation et communication	77 759 €
	5	SAGE Adour aval - Animation et communication	82 755 €
	6	SAGE pour les nappes profondes du bassin de l'Adour - phase d'émergence - Animation et communication	69 292 €
Ressource	7	Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) - Animation et communication	63 011 €
	8	Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) - Animation agricole et communication	52 595 €
	9	Projet de territoire Douze (Phase d'élaboration) - Animation et communication	47 226 €
	10	Projet de territoire Adour amont (Phase d'élaboration) - Animation, communication et garant	94 679 €
Risques fluviaux	11	Animation de gestion du cours d'eau et des milieux aquatiques - Axe Adour	85 703 €
	12	PAPI de l'agglomération dacquoise - Animation	71 353 €
	13	PAPI de l'agglomération dacquoise - Action 1.3	12 000 €
	14	Programme d'études préalables (PEP) au PAPI gave d'Oloron	75 840 €
	15	Programme d'études préalables (PEP) au PAPI Adour aval	77 040 €
Biodiversité	16	Restauration et gestion des poissons migrateurs	86 189 €

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



Type d'opération	N° de fiche	Missions	Montant TTC
	17	Suivi et entretien courant des seuils et passes à poissons de l'Institution Adour	66 500 €
	18	Animation de la maison de l'eau et mise en œuvre du plan de gestion de Jû-Belloc	114 103 €
Ressource	19	PGE Adour amont et suivi DIG	31 355 €
	20	PGE Luys Louts	7 053 €
	21	Gestion de la part non valorisée du Gabas (année 2022)	63 499 €
	22	Gestion de la prise d'eau de la Gespe	10 500 €
	23	Frais de gestion 2022 du pré-stockage foncier sur les projets de réservoirs	59 950 €
	24	Suivi 2023 de la qualité des eaux	42 322 €
	25	Suivi écologique et entretien sur le site du réservoir de La Barne	12 000 €
	26	État des lieux DSP Gers	2 288 €
	27	Animation de la mise en œuvre de la feuille de route Gestion quantitative de l'EPTB Adour	84 078 €
Risques fluviaux	28	Accompagnement des EPCI-FP pour le classement, les travaux et la gestion des systèmes d'endiguement	16 103 €
Total du coût TTC des missions			1 778 172 €

### Section d'investissement

Type d'opération	N° de fiche	Opérations	Montant TTC	Montant HT
Ressource	29	Études hydraulique et hydrologique sur le réservoir d'Arthez	12 000 €	10 000 €
	30	Investigations géotechnique et révision de l'étude de stabilité du réservoir d'Ayguelongue	30 000 €	25 000 €
	31	Élaboration d'une « nouvelle DIG » pour la gestion globale de l'Adour amont et enquête publique	71 000 €	59 167 €
	32	Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze : Diagnostic socio-économique agricole	30 000 €	25 000 €
	33	Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze : Bilan besoin -ressources	102 000 €	85 000 €
Risques fluviaux	34	Travaux de réparation de la digue du Cout à Sorde-l'Abbaye	96 000 €	80 000 €
Total du coût TTC des opérations			341 000 €	

Considérant la proposition de programme d'actions 2023 de l'établissement,

### **LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

### **DECIDE**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



### **Article 1**

- de délibérer favorablement sur les propositions présentées pour le projet de programme d'actions 2023,
- d'approuver le contenu des fiches descriptives des opérations ci-annexées, le coût et le plan de financement prévisionnel,
- d'autoriser le président à mobiliser les financements correspondants.

### **Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 25 janvier 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



**INSTITUTION ADOUR**  
**Etablissement Public Territorial de Bassin**  
**Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques**

Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023



ID : 040-254002264-20230125-230125H1774H1-DE

## FICHES PROGRAMME D' ACTIONS 2023

# SOMMAIRE

Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023



ID : 040-254002264-20230125-230125H1774H1-DE

N°	Missions
1	Animation territoriale à l'échelle du bassin de l'Adour
2	Observatoire de l'eau
3	SAGE Midouze - Animation et communication
4	SAGE Adour amont - Animation et communication
5	SAGE Adour aval - Animation et communication
6	SAGE pour les nappes profondes du bassin de l'Adour - phase d'émergence - Animation et communication
7	Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) - Animation et communication
8	Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) - Animation agricole et communication
9	Projet de territoire Douze (Phase d'élaboration) - Animation et communication
10	Projet de territoire Adour amont (Phase d'élaboration) - Animation, communication et garant
11	Animation de gestion du cours d'eau et des milieux aquatiques - Axe Adour
12	PAPI de l'agglomération dacquoise - Animation
13	PAPI de l'agglomération dacquoise - Action 1.3
14	Programme d'études préalables (PEP) au PAPI gave d'Oloron
15	Programme d'études préalables (PEP) au PAPI Adour aval
16	Restauration et gestion des poissons migrateurs
17	Suivi et entretien courant des seuils et passes à poissons de l'Institution Adour
18	Animation de la maison de l'eau et mise en œuvre du plan de gestion de Jû-Belloc
19	PGE Adour amont et suivi DIG
20	PGE Luys Louts
21	Gestion de la part non valorisée du Gabas (année 2022)
22	Gestion de la prise d'eau de la Gespe



23	Frais de gestion 2022 du pré-stockage foncier sur les projets de réservoirs
24	Suivi 2023 de la qualité des eaux
25	Suivi écologique et entretien sur le site du réservoir de La Barne
26	Etat des lieux DSP Gers
27	Animation de la mise en œuvre de la feuille de route Gestion quantitative de l'EPTB Adour
28	Accompagnement des EPCI-FP pour le classement, les travaux et la gestion des systèmes d'endiguement

N°	Opérations
29	Études hydraulique et hydrologique sur le réservoir d'Arthez
30	Investigations géotechnique et révision de l'étude de stabilité du réservoir d'Ayguelongue
31	Elaboration d'une « nouvelle DIG » pour la gestion globale de l'Adour amont et enquête publique
32	Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze : Diagnostic socio-économique agricole
33	Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze : Bilan besoin -ressources
34	Travaux de réparation de la digue du Cout à Sorde-l'Abbaye



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n°01

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire	Comité syndical

### Type d'opération :

Animation territoriale et gouvernance

### Intitulé de l'opération :

Animation territoriale à l'échelle du bassin de l'Adour

### Zone d'influence :

Bassin de l'Adour

### Description de l'opération :

#### **Origine**

En application des modifications statutaires de l'Institution Adour approuvées par arrêtés inter-préfectoraux en dates des 16 mai 2018, 2 août 2019, 10 septembre 2019, 23 avril 2020, 8 janvier 2021, du 16 février 2022, 21 septembre 2022 et 15 décembre 2022, l'établissement public territorial de bassin (EPTB) est en mesure de fédérer l'ensemble des collectivités du bassin de l'Adour intervenant dans la gestion du grand cycle de l'eau pour conduire la mission suivante :

- coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations ;
- mise en cohérence des maîtrises d'ouvrage sur le grand cycle de l'eau, notamment par un rôle de coordination, animation et conseil ;
- élaboration de projets d'aménagement d'intérêt commun (PAIC) ;
- observatoire de l'eau, mission support pour le dimensionnement et la conduite des missions précitées.

Dans ce cadre et pour ce faire, 34 nouveaux membres ont intégré le comité syndical de l'Institution Adour depuis 2019.

#### **Buts**

La stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) arrêtée le 21 décembre 2017 par le préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne et reconduite dans le cadre de l'adoption du SDAGE 2022-2027 prévoit que « les missions de coordination et d'animation dans le domaine de la prévention des inondations et de la gestion intégrée dans le domaine de l'eau ont vocation à être exercées à l'échelle du territoire des grands bassins ou groupement de sous-bassins, par les établissements publics territoriaux de bassin - EPTB ».

Il est précisé dans cette SOCLE que « l'EPTB doit être garant de la cohérence des actions menées au regard des enjeux du grand cycle de l'eau et de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides, de la bonne coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations sur son périmètre. Son action doit tendre à couvrir l'ensemble des missions définies à l'article L.213-12 du code de l'environnement, afin de contribuer pleinement à l'atteinte du bon état écologique de la directive



*cadre sur l'eau et des objectifs de la directive inondation. Ces missions de l'EPTB vont au-delà de celles définissant le champ de la GEMAPI ».*

L'objectif de cette mission obligatoire inscrite dans les statuts en vigueur de l'Institution Adour est donc, sur la base de la fonction support d'observatoire de l'eau, de mobiliser le bloc communal, les syndicats de bassin versant, les Départements et les Régions, afin de constituer et d'animer l'instance qui au sein de l'EPTB, préfigurera l'organisation à l'échelle du bassin de l'Adour pour la gestion du grand cycle de l'eau.

Depuis l'adhésion des nouveaux membres au sein de l'EPTB, plusieurs révisions des statuts de l'EPTB ont été opérées dont notamment la modification de ses statuts pour clarifier le cadre de son intervention en tant qu'EPTB d'une part et en tant que syndicat mixte d'autre part.

### **Contenu**

245 jours d'animation et 30 jours d'appui administratif qui viseront notamment :

- la concertation avec les collectivités membres et les partenaires pour l'accomplissement des missions de coordination et de mise en cohérence et
- la concertation spécifique avec les entités en charge de la GEMAPI sur lesquels l'Institution Adour est intervenue ou continue d'intervenir à des fins soit de transmission des équipements, des ouvrages et du foncier soit d'organisation de la complémentarité d'intervention, mais également pour l'organisation de l'exercice d'une partie de la GEMAPI par l'EPTB,
- l'accompagnement des collectivités (technique, administratif, etc.) à l'intégration des enjeux de la gestion de l'eau dans sa dimension « grand cycle » dans les politiques et démarches sectorielles, à la mutualisation de moyens, au montage de projets, ...
- la mise en œuvre de la stratégie territoriale Adour,
- l'encadrement de la réalisation d'une thèse sur la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (cf. fiche n°22/2020)
- la participation aux instances ou échanges nationaux, de bassin, régionaux ou départementaux sur les questions relatives à la gestion du grand cycle de l'eau, à des fins d'accompagnement ou de relai des problématiques afférentes au bassin de l'Adour,
- l'organisation de réunions des réseaux des techniciens rivières, animateurs SAGE, animateurs PAPI/SLGRI
- l'organisation d'une réunion à l'attention des élus du bassin de l'Adour.

### **Interventions antérieures :**

À partir de mi-2016, l'Institution Adour avait engagé une démarche d'étude stratégique visant l'identification et le dimensionnement des pistes d'évolution de l'EPTB suite aux réformes territoriales. Cette démarche a conduit à 6 modifications statutaires dont les trois dernières ont permis l'adhésion de 33 nouvelles collectivités (EPCI-FP, syndicats de rivière et Région) à l'EPTB en 2019 et 2020.

Depuis 2018, l'EPTB a développé une animation territoriale visant, au-delà de l'évolution de l'EPTB, l'accompagnement du territoire à la gestion du grand cycle de l'eau à l'échelle du bassin.

L'EPTB participe également, en appui des services de l'État et de l'Agence, à la définition et la mise en œuvre des démarches de planification, de stratégie et de gestion de l'eau dans sa dimension « grand cycle » à l'échelle du bassin de l'Adour.

### **Coût de l'opération : 150 432 € TTC**

Postes de dépenses	Coût prévisionnel TTC	Coût prévisionnel HT
Animation territoriale (frais de personnel) 1,4 ETP	112 485 €	112 485 €
Frais de structure	22 497 €	22 497 €
Frais de missions	6 450 €	5 700 €
Prestations de services	9 000 €	7 500 €
<b>MONTANT TOTAL</b>	<b>150 432 €</b>	<b>148 182 €</b>



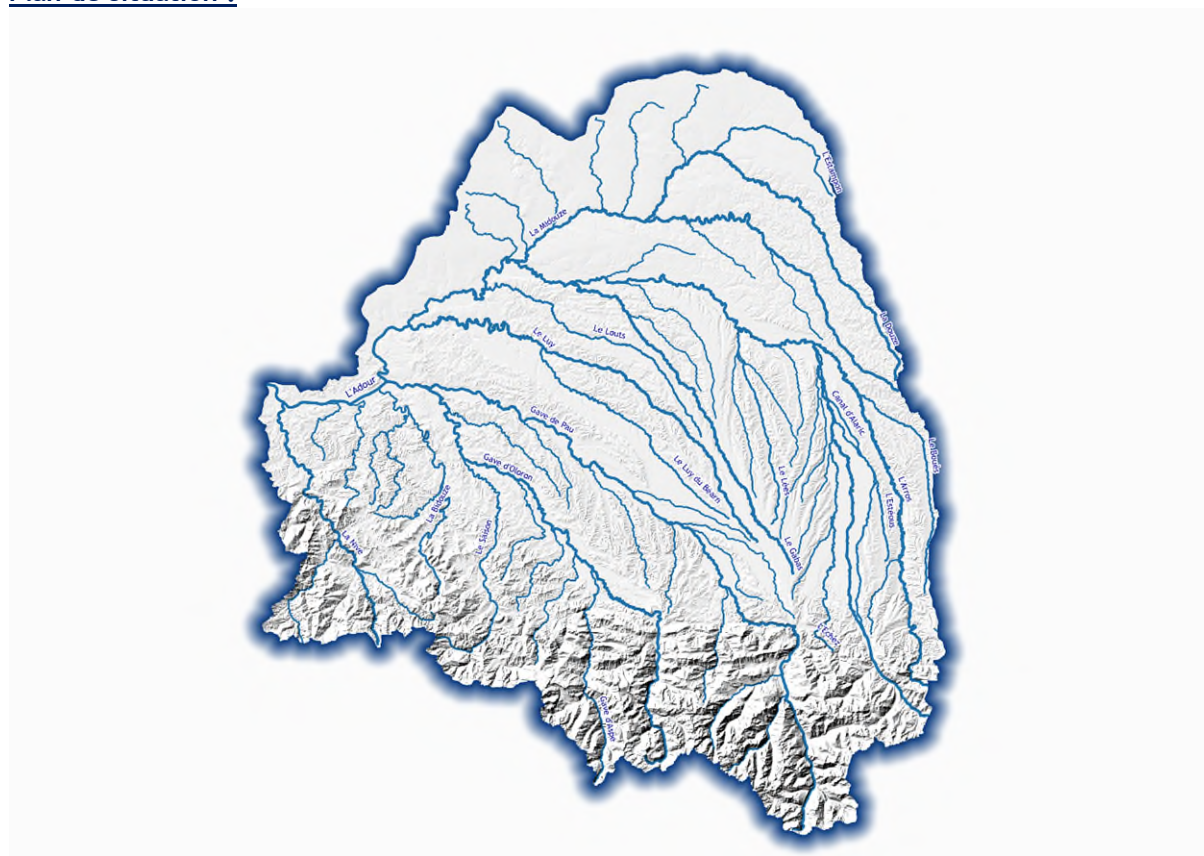
**Plan de financement prévisionnel :**

	Montant éligible HT	Taux d'aide	Montant
Agence de l'eau Adour-Garonne	123 500 €	70 %	86 450 €
Autofinancement*			63 982 €
<b>MONTANT TOTAL</b>			<b>150 432 €</b>

\* financés au travers des charges générales de fonctionnement par les Départements, la Région Nouvelle-Aquitaine, les EPCI-FP et les syndicats membres.

La somme appelée est incluse dans la contribution statutaire :

Région NA	EPCI-FP	Syndicats	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65
5 150 €	1 900 €	1 750 €	5 259 €	18 287 €	23 039 €	8 597 €
			55 182 €			
63 982 €						

**Plan de situation :**



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n°02

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire	Comité syndical

### Type d'opération :

Animation territoriale et gouvernance

### Intitulé de l'opération :

Observatoire de l'eau

### Zone d'influence :

Bassin de l'Adour

### Description de l'opération :

#### **Origine**

L'observatoire de l'eau a pour objectif de :

- mieux répondre à l'évolution des besoins en faveur de l'amélioration de la connaissance des données sur l'eau sur le bassin de l'Adour ;
- collecter, exploiter et valoriser les données sur l'eau sur le bassin de l'Adour ;
- apporter un accompagnement auprès des adhérents de l'Institution Adour d'un point de vue technique (notamment en matière d'articulation eau et urbanisme sur les territoires non couverts par un SAGE) et en termes de valorisation de données ;
- être une source d'information pour les différents services et structures intéressés à la gestion du grand cycle de l'eau sur le bassin de l'Adour

#### **Buts**

Le but principal de la mission observatoire de l'eau est de centraliser les données « eau » sur le bassin de l'Adour, de constituer un appui aux démarches et opérations menées par l'Institution Adour ainsi qu'aux acteurs du territoire à travers l'analyse, le traitement et la valorisation des données.

La mission « eau et urbanisme » permet également d'améliorer la prise en compte des enjeux liés à la ressource en eau et à sa gestion dans les documents de planification (PLU, SCoT) ou dans le cadre de projets d'aménagements. Cette mission s'articule autour de deux entrées distinctes :

- un appui aux animateurs SAGE et PAPI (cet appui est rappelé ici pour mémoire, dans la mesure où il est pris en compte dans les fiches correspondant à ces opérations). L'objectif est de les accompagner sur l'ensemble des périmètres SAGE ou PAPI et dès les premières phases d'élaboration, ainsi que de veiller à la bonne prise en compte des enjeux liés à l'eau.
- une assistance technique aux collectivités adhérentes à l'Institution Adour sur leur territoire non couvert par des démarches de SAGE ou de PAPI et sur les problématiques environnementales liées à l'aménagement de leur territoire. Cette assistance est proposée prioritairement aux collectivités possédant le moins de moyens humains.

Cette mission permet également de fournir aux collectivités un ensemble de données qui alimenteront les réflexions sur leurs projets de développement. L'Institution Adour travaillant en étroite collaboration avec les syndicats de rivière, leur association à l'élaboration des documents d'urbanisme sera par ailleurs assurée.

Cette mission permet également de fournir aux collectivités un ensemble de données qui alimenteront les réflexions sur leurs projets de développement. L'Institution Adour travaillant en étroite collaboration avec les syndicats de rivière, leur association à l'élaboration des documents d'urbanisme sera par ailleurs assurée.

### **Contenu**

- animation des instances spécifiques de l'observatoire de l'eau (comité consultatif, groupe de pilotage) ;
- gestion, structuration et homogénéisation des données recueillies sur l'ensemble du bassin de l'Adour ;
- valorisation de données via des documents d'information et de sensibilisation et de l'accès à l'information (base de données bibliographique : Adourthek, Adour2050, site internet) ;
- appui aux adhérents de l'Institution Adour sur la gestion de données, la valorisation et la mutualisation de données et probablement d'outils ;
- appui sur les dossiers d'urbanisme auprès des animateurs des SAGE et PAPI : accompagnement à la prise en compte des dispositions de ces documents cadre et plus largement des enjeux « eau » et « changement climatique », appui des porteurs de projet en amont, fourniture de données, participation aux réunions, rédaction des avis de la CLE du SAGE sous la conduite de l'animateur ;
- appui à l'élaboration des documents d'urbanisme auprès des collectivités (territoires non couverts par un SAGE ou un PAPI) : fourniture de données, participation aux réunions, sensibilisation aux enjeux liés à l'eau et à la prospective (changement climatique, évolution des activités et usages), participation à l'élaboration des documents (aide à la rédaction du CCTP, relecture des pièces écrites), renfort de l'association des syndicats de rivière à ces démarches ;
- travail sur la mise en œuvre de cartes interactives.

### **Interventions antérieures :**

L'observatoire de l'eau a poursuivi le travail d'homogénéisation, de la gestion, de la structuration et de l'analyse des données pour l'ensemble des services de l'Institution Adour et auprès de partenaires. Les outils mis en place l'année précédente (catalogue de données, nouveau serveur géographique, ...) ont été largement alimentés : actualisation et intégration de nouvelles données, mise à jour des logiciels, sauvegarde, documentation... De nouveaux outils de valorisation ont été validés et alimenteront la nouvelle rubrique du site internet de l'Institution Adour consacrée à l'observatoire très prochainement.

L'alimentation et la documentation de la base de données bibliographique « Adourthek » ont été renforcées et l'interface permettant de la consulter a été retravaillée.

Concernant la mission « eau et urbanisme », plusieurs documents de planification en cours d'élaboration ont été suivis (participation aux réunions, transmission de données et d'avis sur les documents de travail) : SCoT Tarbes Lourdes Pyrénées, SCoT du Grand Pau, etc. Par ailleurs, la fourniture de données « zones humides » (six demandes en 2022) a contribué à maintenir le lien avec les acteurs du territoire. Enfin il est à noter l'intervention à la journée du club PLUi organisé par la DDTM40 pour présenter la prise en compte des zones humides dans les documents d'urbanisme.

### **Echéance - Délais :**

L'observatoire de l'eau constitue une mission continue, dont l'objectif à long terme est de récolter, centraliser et fournir toute donnée relative au domaine de l'eau et utile aux missions de l'Institution Adour.

### **Coût de l'opération : 148 758 € HT**

116 619 € de frais de personnel

23 324 € de frais de structure

445 € de frais de missions

8 370 € de frais de prestation externe





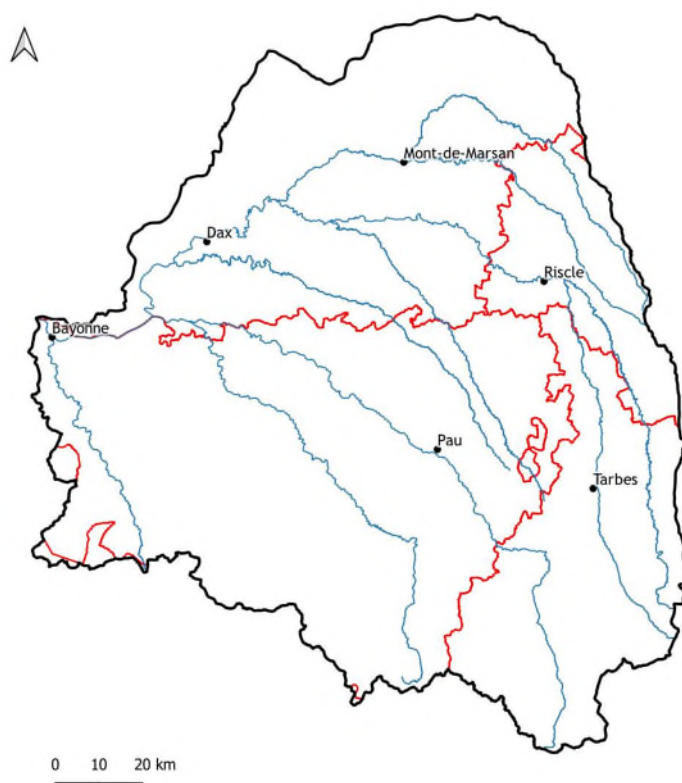
**Plan de financement prévisionnel :**

	Montant éligible HT	Taux d'aide	Montant
Agence de l'eau Adour-Garonne	147 363 €	50 %	73 681 €
Autofinancement*			75 077 €
<b>MONTANT TOTAL</b>			<b>148 758 €</b>

\* financés au travers des charges générales de fonctionnement par les Départements, la Région Nouvelle-Aquitaine, les EPCI et les syndicats membres.

La somme appelée est incluse dans la contribution statutaire :

Région NA	EPCI-FP	Syndicats	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65
6 000 €	2 250 €	2 000 €	6 178 €	21 484 €	27 065 €	10 100 €
			64 827€			
75 077 €						

**Plan de situation :**



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n°03

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Gestion intégrée

### Intitulé de l'opération :

Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Midouze (phase de révision)  
ANIMATION ET COMMUNICATION

### Zone d'influence :

Bassin de la Midouze.

Superficie totale : 3 142 km<sup>2</sup>

Départements concernés : 32 et 40

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Le SAGE a été approuvé le 29 janvier 2013 et est aujourd'hui en phase de révision. La mise en œuvre du SAGE se poursuit en parallèle de la révision.

#### **Buts**

Le SAGE du bassin de la Midouze a pour objectif d'améliorer la gestion de l'eau sur le bassin de la Midouze à travers 4 grands enjeux qui sont la gestion quantitative, l'amélioration de la qualité de l'eau, la gestion et la préservation des milieux et la sécurisation de l'alimentation en eau potable, et ce dans la perspective de l'atteinte du bon état des eaux.

La révision du SAGE Midouze a pour objectif notamment de modifier le périmètre, d'intégrer l'enjeu du changement climatique dans le SAGE, de prendre en compte le SDAGE en vigueur, d'ajuster les éléments utiles pour assurer la mise en œuvre des actions du PTGE Midour et du futur PTGE Douze.

#### **Contenu**

Durant le travail de révision du SAGE, sa version approuvée initialement est toujours opposable et doit être mise en œuvre. L'animation doit permettre de réaliser toutes les étapes utiles à la révision du SAGE tout en assurant le nécessaire pour sa mise en œuvre a minima (suivi de dossiers locaux, accompagnement de partenaires, avis de la CLE, etc.).

#### **Animation SAGE :**

- Préparer et organiser les différentes réunions liées à la vie du SAGE (commission locale de l'eau (CLE), bureaux de la CLE, commissions thématiques/géographiques, comité technique, groupes de travail, comités de pilotage des études, réunions d'informations, etc.).
- Rédiger et diffuser les différents documents (documents du SAGE, comptes-rendus, notes, etc.) et animer toutes les étapes nécessaires à la révision du SAGE : validation de la mise à jour de l'état des lieux/diagnostic du SAGE, éventuelles études complémentaires, rédaction du scénario tendanciel, reprise des documents du SAGE fin 2023.

- Rédiger les avis sur les demandes d'autorisation loi sur l'eau, ICPE et documents d'urbanisme pour lesquels la CLE est sollicitée. Veiller au respect du SAGE dans les dossiers de déclaration transmis. Appuyer les porteurs de projet sollicitant la CLE en amont du dépôt des dossiers d'autorisation pour assurer la bonne intégration du SAGE dans les projets et limiter les risques d'incompatibilité au SAGE. Suivre la prise en compte des avis de la CLE dans la mise en œuvre des projets.
- Participer et contribuer aux réunions des partenaires sur le territoire et suivre l'avancement des actions mises en œuvre sur le bassin répondant aux objectifs et enjeux du SAGE.
- Accompagner les étapes inhérentes à la vie du SAGE et de la CLE : modification/renouvellement de la CLE, formation des membres de la CLE, etc.
- Marchés publics : élaborer les cahiers des charges et mettre en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, suivi des études et des prestataires.
- Réaliser des études internalisées nécessaires à la mise en œuvre du SAGE et organiser la concertation associée.
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du SAGE, notamment par du porté à connaissance.
- Informer les acteurs du territoire sur le SAGE (contenu, portée, actualisation des données du bassin...) et sur les enjeux de la gestion de l'eau actuels et futurs (notamment sensibilisation sur le changement climatique : impacts, adaptation, etc.).
- Assurer le secrétariat technique et administratif du SAGE (réception appels, mails et courriers, réponses, envoi des courriers, reprographie des documents, etc.).
- Assurer la coordination de l'appel à projet restauration de zones humides en tête de bassins versants.

#### Communication SAGE :

- Poursuite des actions en cours ou répondant à des sollicitations de la CLE : événements à destination des membres de la CLE et des partenaires autour des enjeux du SAGE (organisation de 2 journées de porté à connaissance auprès des acteurs du territoire sur les travaux menés dans le cadre de la révision du SAGE Midouze) et alimentation du site internet (mise en ligne des documents et comptes-rendus, des actualités, des newsletters, etc.).
- Réalisation et diffusion du bilan annuel inter-SAGE mettant en avant les actions communes sur les 3 SAGE du bassin de l'Adour.
- Lancement des formations auprès des membres de la CLE du bassin de l'Adour (en vue du renouvellement de la CLE Midouze fin 2023) : dans l'objectif de partager un socle commun de connaissance, de faciliter l'appréhension des enjeux globaux localement et de devenir un relai du SAGE sur les bassins, des modules de formation seront proposés aux membres des CLE des 3 SAGE du bassin de l'Adour.

#### Priorités 2023 :

- 1/ Assurer la préparation des avis pour lesquels la CLE Midouze est sollicitée officiellement ;
- 2/ Finaliser l'état des lieux-diagnostic du SAGE révisé et le scénario tendanciel ;
- 3/ Maintenir, en parallèle, un accompagnement des acteurs locaux à la mise en œuvre du SAGE actuel en vigueur ;
- 4/ Renouveler la CLE Midouze en fin d'année 2023.

#### Interventions antérieures :

Animation et communication sur le SAGE de 2005 à 2022 (phases préliminaires, d'élaboration, de mise en œuvre et de révision).

#### Echéance - Délais :

Arrêté interpréfectoral d'approbation du SAGE signé le 29 janvier 2013 pour une durée de 10 ans.  
Calendrier prévisionnel de révision du SAGE : 3 à 4 ans.

#### Coût de l'opération : 73 789 € TTC (72 405 € HT)

- 68 749 € charges d'animation (1,20 ETP) : salaires, frais de missions et charges générales (68 205 € HT)
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT).



Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT)	47 743 €	2 940 €	50 683 €
Région Nouvelle-Aquitaine	8 348 €		8 348 €
Autofinancement *	12 658 €	2 100 €	14 758 €
<b>MONTANT TOTAL</b>	<b>68 749 €</b>	<b>5 040 €</b>	<b>73 789 €</b>

\* La partie animation est financée au travers des charges générales de fonctionnement.

Reste à financer la communication, soit 525 € par Département.

Plan de situation :





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n°04

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Gestion intégrée

### Intitulé de l'opération :

Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Adour amont (phase de révision)  
ANIMATION ET COMMUNICATION

### Zone d'influence :

Bassin de l'Adour en amont de la confluence avec les Luys (230 km d'Adour), hors bassin du Louts et de la Midouze.

Superficie totale : 4 513 km<sup>2</sup>

Départements concernés : 32 (14,4%), 40 (31,6%), 64 (15,3%) et 65 (38,7%)

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Le SAGE a été approuvé le 19 mars 2015 et est aujourd'hui en phase de révision pour intégrer l'adaptation aux changements climatiques à sa stratégie.

#### **Buts**

Le SAGE du bassin amont de l'Adour a pour objectif d'améliorer la gestion de l'eau sur le bassin de l'Adour amont à travers les grands enjeux identifiés que sont la sécurisation de l'alimentation en eau potable, l'amélioration de la qualité de l'eau, la gestion quantitative, la gestion et la préservation des milieux et l'amélioration de la gouvernance sur le bassin, et ce dans la perspective de l'atteinte du bon état des eaux.

Une révision du SAGE a été actée fin 2021 par la commission locale de l'eau afin de revoir les priorités du SAGE au regard des enjeux d'adaptation du territoire aux changements climatiques, tout en garantissant la compatibilité du document au SDAGE 2022-2027. La commission locale de l'eau de l'Adour amont souhaite néanmoins maintenir un équilibre entre la révision du SAGE et la poursuite de la mise en œuvre du SAGE en vigueur.

Cette révision est également l'occasion d'interroger l'opportunité d'intégrer le sous-bassin du Louts au SAGE Adour amont, sur demande de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

#### **Contenu**

##### Animation SAGE :

- Préparer et organiser les différentes réunions liées à la vie du SAGE (commission locale de l'eau (CLE), bureaux de la CLE, commissions géographiques et thématiques, comité technique, groupes de travail, comités de pilotage d'études, réunions d'informations, etc.),
- Rédiger et diffuser les différents documents (documents du SAGE, comptes-rendus, notes, etc.),
- Rédiger les avis sur les demandes d'autorisation loi sur l'eau, ICPE et documents d'urbanisme pour lesquels la CLE est sollicitée. Veiller au respect du SAGE dans les dossiers de déclaration

transmis. Appuyer les porteurs de projets sollicitant la CLE en amont du dépôt des dossiers d'autorisation pour assurer la bonne intégration du SAGE dans les projets et limiter les risques d'incompatibilité au SAGE. Suivre la prise en compte des avis de la CLE dans la mise en œuvre des projets,

- Participer et contribuer aux réunions des partenaires sur le territoire et accompagner la déclinaison opérationnelle du SAGE,
- Accompagner les étapes inhérentes à la vie du SAGE et de la CLE : formation des membres de la CLE, etc.,
- Marchés publics : élaborer les cahiers des charges et mettre en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, suivi des études et des prestataires,
- Réaliser des études internalisées nécessaires à la mise en œuvre du SAGE et organiser la concertation associée,
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du SAGE,
- Informer les acteurs du territoire sur le SAGE (contenu, portée...) et sur les enjeux de la gestion de l'eau actuels et futurs (notamment sensibilisation sur le changement climatique : impacts, adaptation, etc.),
- Assurer le secrétariat technique et administratif du SAGE (réception appels, mails et courriers, réponses, envoi des courriers, reprographie des documents, etc.).

#### Communication SAGE :

- Mise en œuvre du plan de communication élaboré fin 2021, dont événements à destination des membres de la CLE et des partenaires autour des enjeux du SAGE (exemple : journée de découverte, cafés débats, ateliers de dynamisation de la CLE, etc.).
- Site internet : mise en ligne des documents et comptes-rendus, des actualités...
- Proposition de formations auprès des membres des CLE du bassin de l'Adour : dans l'objectif de partager un socle commun de connaissances, de faciliter l'appréhension des enjeux globaux localement et de devenir un relai du SAGE sur les bassins, des modules de formations seront proposés aux membres des CLE des SAGE du bassin de l'Adour.

#### Priorités 2023 :

- 1/ Assurer la préparation des avis pour lesquels la CLE Adour amont est sollicitée officiellement ;
- 2/ Finaliser l'état des lieux-diagnostic du SAGE révisé, essentiellement basé sur une concertation locale ;
- 3/ Maintenir, en parallèle, un accompagnement des acteurs locaux à la mise en œuvre du SAGE actuel pour assurer un équilibre entre élaboration d'un nouveau SAGE et mise en œuvre du SAGE en vigueur ;
- 4/ Poursuivre le déploiement d'une culture de l'outil SAGE, notamment dans le cadre du développement d'une communication coordonnée en inter-SAGE ;
- 5/ Assurer un lien entre la CLE Adour amont et les réflexions sur le déploiement d'un outil de gestion intégrée sur le territoire du Louts et des Luys, susceptible de conduire à un agrandissement du territoire du SAGE.

#### Interventions antérieures :

Animation et communication sur le SAGE de 2005 à 2022 (phases préliminaires, d'élaboration, de mise en œuvre et de révision depuis 2022).

#### Echéance - Délais :

Arrêté interpréfectoral d'approbation du SAGE signé le 19 mars 2015. Révision programmée sur 4 à 6 ans.

#### Coût de l'opération : 77 759 € TTC (76 375 € HT)

- 72 719 € charges d'animation (1,07 ETP) : salaires, frais de missions, indemnités de stagiaire et charges générales (72 175 € HT)
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT).



**Plan de financement prévisionnel :**

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT)	50 522 €	2 940 €	53 462 €
Région Nouvelle-Aquitaine	8 745 €		8 745 €
Autofinancement *	13 452 €	2 100 €	15 552 €
<b>MONTANT TOTAL</b>	<b>72 719 €</b>	<b>5 040 €</b>	<b>77 759 €</b>

\* La partie animation est financée au travers des charges générales de fonctionnement.  
 Reste à financer la communication, soit 525 € par Département.

**Plan de situation :**



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n°05

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Gestion intégrée

### Intitulé de l'opération :

Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Adour aval (phase de mise en œuvre)  
ANIMATION ET COMMUNICATION

### Zone d'influence :

Bassin de l'Adour en aval de la confluence avec les Luys, hors bassin des Gaves, Bidouze et Nive.

Superficie totale : 636 km<sup>2</sup>

Départements concernés : 64 et 40

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Le SAGE Adour aval a été approuvé le 8 mars 2022 et est aujourd'hui en phase de mise en œuvre.

#### **Buts**

Le SAGE Adour aval a pour objectif d'améliorer la gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur ce bassin à travers plusieurs grands enjeux et notamment l'amélioration de la qualité de l'eau, la sécurisation de l'alimentation en eau potable, la gestion et la préservation des milieux, la gestion quantitative, l'adaptation de l'aménagement et de l'urbanisme, et la prise en compte du changement climatique.

#### **Contenu**

##### Animation SAGE :

- Préparer et organiser les différentes réunions liées à la vie du SAGE (commission locale de l'eau (CLE), bureaux de la CLE, commissions thématiques, comité technique, groupes de travail, comités de pilotage des études, réunions d'informations, etc.) ;
- Rédiger et diffuser les différents documents (documents du SAGE, comptes-rendus, notes, etc.) ;
- Rédiger les avis sur les demandes d'autorisation loi sur l'eau, ICPE et documents d'urbanisme pour lesquels la CLE est sollicitée. Veiller au respect du SAGE dans les dossiers de déclaration transmis. Appuyer les porteurs de projet sollicitant la CLE en amont du dépôt des dossiers d'autorisation pour assurer la bonne intégration du SAGE dans les projets et limiter les risques d'incompatibilité au SAGE. Suivre la prise en compte des avis de la CLE dans la mise en œuvre des projets ;
- Participer et contribuer aux réunions des partenaires sur le territoire et suivre l'avancement des actions mises en œuvre sur le bassin répondant aux objectifs et enjeux du SAGE ;
- Accompagner les étapes inhérentes à la vie du SAGE et de la CLE : formation des membres de la CLE, actualisation des données, etc. ;

- Marchés publics : élaborer les cahiers des charges et mettre en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, suivi des études et des prestataires ;
- Réaliser des études internalisées nécessaires à la mise en œuvre du SAGE et organiser la concertation associée ;
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du SAGE, notamment construire et renseigner le tableau de bord ;
- Informer les acteurs du territoire sur le SAGE (contenu, portée...) et sur les enjeux de la gestion de l'eau actuels et futurs (notamment sensibilisation sur le changement climatique : impacts, adaptation, etc.).
- Assurer le secrétariat technique et administratif du SAGE (réception appels, mails et courriers, réponses, envoi des courriers, reprographie des documents, etc.).

#### Communication SAGE :

- Poursuite des actions en cours ou répondant à des sollicitations de la CLE : événements à destination des membres de la CLE et des partenaires autour des enjeux du SAGE (journée de découverte, cafés débats, ateliers de dynamisation de la CLE, etc.) et alimentation du site internet (mise en ligne des documents et comptes-rendus, des actualités, etc.).
- Mise en place de la stratégie de communication élaborée fin 2021 dans une approche inter-SAGE.
- Proposition de formations auprès des membres des CLE du bassin de l'Adour : dans l'objectif de partager un socle commun de connaissances, de faciliter l'appréhension des enjeux globaux localement et de devenir un relai du SAGE sur les bassins, des modules de formations seront proposés aux membres des CLE des SAGE du bassin de l'Adour.

#### Priorités 2023 :

- 1/ Assurer la préparation des avis pour lesquels la CLE Adour aval est sollicitée officiellement ;
- 2/ Élaborer le tableau de bord pour le suivi du SAGE ;
- 3/ Assurer un accompagnement des acteurs locaux à la mise en œuvre du SAGE ;
- 4/ Engager la mise en œuvre des actions en maîtrise d'ouvrage « Institution Adour », nécessaires à la mise en œuvre du SAGE, et selon le calendrier établi par la CLE.

#### Interventions antérieures :

Animation et communication sur le SAGE de 2005 à 2022 (phases préliminaires, d'élaboration, d'approbation et de début de mise en œuvre).

#### Échéance - Délais :

Arrêté interpréfectoral d'approbation du SAGE signé le 8 mars 2022.

#### Coût de l'opération : 82 755 € TTC (81 371 € HT)

- 77 715 € charges d'animation (1,32 ETP) : salaires, frais de missions, indemnités de stagiaire et charges générales (77 171 € HT)
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT).

#### Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Total	
			Montant	Taux
Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT)	54 020 €	2 940 €	52 020 €	69 %
Région Nouvelle-Aquitaine	9 245 €		9 245 €	11 %
Autofinancement *	14 450 €	2 100 €	16 550 €	20 %
<b>MONTANT TOTAL</b>	<b>77 715 €</b>	<b>5 040 €</b>	<b>82 755 €</b>	





- \* Le reste à charge incombant à l'EPTB sera réparti, dans un cadre conventionnel, à parité entre :
- les Départements membres, d'une part.
  - les cinq EPCI-FP concernés par le territoire du SAGE Adour aval cosignataires de la convention de partenariat d'autre part.

Concernant la participation des Départements membres, les charges d'animation sont intégrées aux charges générales de fonctionnement de l'établissement et les charges de communication sont réparties à parité entre les 4 Départements, à raison de 262,50 € par Département.

Concernant la participation de chacun des EPCI-FP cosignataires de la convention de partenariat, une clé de répartition des charges, établie dans la convention, au prorata de la population et de la superficie dans le bassin versant Adour aval, sera appliquée.

Détail de la répartition entre les EPCI-FP partenaires de l'opération :

	Taux	Montant
Communauté d'agglomération du Pays Basque (CAPB)	66,08 %	5 468 €
Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud (MACS)	13,54 %	1 121 €
Communauté de communes du Seignanx (CCS)	10,25 %	848 €
Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans (CCPOA)	7,89 %	653 €
Communauté d'agglomération du Grand Dax agglomération (CAGD)	2,24 %	185 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>8 275 €</b>

Plan de situation :



## FICHE DE PROPOSITION n°06

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

**Type d'opération :**

Gestion intégrée

**Intitulé de l'opération :**SAGE pour les nappes profondes du bassin de l'Adour - phase d'émergence  
ANIMATION et COMMUNICATION**Zone d'influence :**

Dans l'attente de la détermination du périmètre du SAGE, le territoire concerné correspond au territoire travaillé depuis 2018 dans le cadre de l'étude socio-économique de l'importance stratégique des nappes profondes (BRGM) puis de la charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion concertée, durable et solidaire des nappes.

Superficie totale : près de 12 000 km<sup>2</sup>

Départements concernés : 32, 40, 64 et 65, et au-delà des limites du bassin de l'Adour.

**Description de l'opération :****Origine**

Une étude socio-économique concernant l'importance stratégique des nappes profondes du bassin de l'Adour a été réalisée entre avril 2018 et juin 2020, par le BRGM pour le compte de l'Institution Adour. Tous les acteurs économiques usagers de ces nappes ont été sollicités, afin d'envisager, à partir de l'état des lieux des usages, les possibilités de gestion collective de cette ressource souterraine.

Sur la base des conclusions de l'étude socio-économique, la charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion durable des nappes profondes a été diffusée en janvier 2021.

Après 4 années de concertation, l'outil SAGE est apparu pour les acteurs comme l'outil cohérent à mobiliser pour répondre aux enjeux et aux ambitions du territoire. Le comité de pilotage a acté l'émergence d'un SAGE pour les nappes profondes du bassin de l'Adour en octobre 2022.

**Buts**

Les nappes profondes du bassin de l'Adour font l'objet de plusieurs usages depuis de nombreuses années : alimentation en eau potable, thermalisme, irrigation, industrie, etc. Ces nappes souterraines profondes représentent donc déjà une ressource stratégique pour le territoire, et le seront d'autant plus demain à l'aune du changement climatique. Le partage et l'utilisation durable des ressources en eau est donc un enjeu majeur, en particulier pour les nappes souterraines profondes, dont le renouvellement extrêmement lent confère à leur exploitation un caractère fini ou limité.

L'objectif est d'accompagner les acteurs locaux dans l'émergence et l'élaboration d'un SAGE pour une gestion intégrée et concertée de la ressource en eau souterraine profonde.

## Contenu

### Animation :

- Préparer et organiser les différentes réunions (comités de pilotage, comités techniques, réunions d'experts, réunions d'informations, rendez-vous d'acteurs, etc.),
- Rédiger et diffuser les différents documents (dossier préliminaire de communication et de consultation, comptes-rendus, notes, etc.),
- Poursuivre le travail d'état des lieux du SAGE,
- Participer et contribuer aux réunions des partenaires sur le territoire et suivre l'avancement des actions mises en œuvre sur le bassin relatives aux nappes (actions de recherche et développement notamment (projet GAIA, etc.),
- Réaliser d'éventuelles études utiles (internalisées ou prestations), selon les choix du comité de pilotage notamment, et organiser la concertation associée,
- Informer les acteurs du territoire sur les nappes profondes et sur les enjeux de la gestion de l'eau actuels et futurs (notamment sensibilisation sur le changement climatique : impacts, adaptation, etc.),
- Assurer le secrétariat technique et administratif du dossier (réception appels, mails et courriers, réponses, envoi des courriers, reprographie des documents, etc.).

### Communication :

- Produire tout document de communication et information utile pour divers publics et divers objectifs
- En réponses à d'éventuelles sollicitations, assurer la présentation du dossier auprès de divers organismes, instances, etc.
- Site Internet : mise en ligne de documents et compte-rendu, des actualités, etc.

### Priorités 2023 :

- 1/ Constitution d'un dossier préliminaire argumentaire pour l'émergence du SAGE ;
- 2/ Réalisation de la consultation réglementaire des collectivités et acteurs du territoire, et notamment présentation du dossier à la commission planification du comité de bassin Adour-Garonne ;
- 3/ Arrêtés préfectoraux de délimitation du périmètre du SAGE et de composition de la commission locale de l'eau (CLE) ; réunion d'installation de la CLE ;
- 4/ Poursuite du travail vers un état des lieux du SAGE.

### Interventions antérieures :

Animation et communication de 2018 à 2022.

Étude socio-économique de l'importance stratégique des nappes profondes du bassin de l'Adour - convention de recherche et développement entre le BRGM et l'Institution Adour - avril 2018 à juin 2020.

Charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion durable, concertée et solidaire des nappes profondes du bassin de l'Adour - de janvier 2021 à octobre 2022.

### Échéance - Délais :

Objectif d'obtenir les 2 arrêtés préfectoraux d'émergence du SAGE et d'installer la CLE avant la fin d'année 2023.

### Coût de l'opération : 69 292 € TTC (68 252 € HT)

- 64 252 € charges d'animation (1,17 ETP) : salaires, frais de missions et charges générales (64 052 € HT)
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT).





### Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Total	
			Montant	Taux
Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT)	44 836 €	2 940 €	47 776 €	69 %
Région Nouvelle-Aquitaine	3 067 €		3 067 €	4 %
Région Occitanie	4 590 €		4 590 €	7 %
Autofinancement *	11 759 €	2 100 €	13 859 €	20 %
<b>MONTANT TOTAL</b>	<b>64 252 €</b>	<b>5 040 €</b>	<b>69 292 €</b>	

\* Le reste à charge incombant à l'EPTB sera réparti, dans un cadre conventionnel, à parité entre :

- les Départements membres, d'une part.
- les dix collectivités productrices d'eau potable cosignataires de la convention de partenariat d'autre part.

Concernant la participation des Départements membres, les charges d'animation sont intégrées aux charges générales de fonctionnement de l'établissement et les charges de communication sont réparties à parité entre les 4 Départements, à raison de 262,50 € par Département.

Concernant la participation de chacune des collectivités productrices d'eau potable cosignataires de la convention de partenariat, une clé de répartition des charges, établie dans la convention au prorata des volumes moyens d'eau prélevés dans les nappes profondes, sera appliquée.

### Plan de situation :

Dans l'attente de la détermination du périmètre du SAGE, le territoire d'intervention est à cheval entre les 2 Régions Nouvelle-Aquitaine (Landes et Pyrénées-Atlantiques) et Occitanie (Hautes-Pyrénées et Gers). Il couvre 11 815 km<sup>2</sup> dont :

- 6 568 km<sup>2</sup> en Nouvelle-Aquitaine (55%)
  - o Hautes-Pyrénées : 1 400 km<sup>2</sup> (12%)
  - o Gers : 3 847 km<sup>2</sup> (dont une partie en dehors du BV Adour) (33%)
- 5 247 km<sup>2</sup> en Occitanie (45%)
  - o Landes : 4 308 km<sup>2</sup> (36%)
  - o Pyrénées-Atlantiques : 2 260 km<sup>2</sup> (19%)





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n°07

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource

### Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour (Phase de mise en œuvre)  
ANIMATION ET COMMUNICATION

### Zone d'influence :

Bassin versant du Midour (32, 40)

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Après quatre années d'élaboration, le projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour, porté et animé par l'Institution Adour, a été validé le 11 mars 2020 par la commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Midouze. Ce projet a impliqué l'ensemble des acteurs locaux du territoire, qui a validé les grands principes, les objectifs et le programme d'actions qui vise à restaurer l'équilibre quantitatif sur le long terme, en prenant en compte les effets du changement climatique et les enjeux qualitatifs recensés sur le territoire lors de l'état des lieux.

#### **Buts**

Les actions du projet de territoire cherchent à satisfaire plusieurs enjeux : anticiper et s'adapter au changement climatique, atteindre la satisfaction des besoins en eau (salubrité, milieu, irrigation), améliorer la qualité des masses d'eau, participer à l'amélioration de l'état des cours d'eau et des milieux naturels et approfondir les connaissances, informer, sensibiliser et valoriser.

Le PTGE est en phase de mise en œuvre suite à sa validation pour faire aboutir le programme d'actions et respecter le chemin de retour à l'équilibre.

#### **Contenu animation**

- Mise en œuvre du programme d'actions du PTGE Midour : maintenir la dynamique du territoire et la concertation établie, suivre des actions et des maîtres d'ouvrage, mettre en œuvre des actions à la charge de l'Institution Adour, garantir la fonctionnalité des actions et leur évolution si elle s'avère nécessaire.
- Mettre à jour le tableau de suivi des actions.
- Accompagner les acteurs dans leurs démarches administratives dans le cadre de la subvention des actions qu'ils mettent en œuvre.
- Organiser, préparer et animer les réunions du comité technique et du comité de pilotage, en rédiger le compte-rendu.
- Organiser et animer des groupes de travail et de suivi du projet de territoire, en rédiger le compte-rendu.

- Organiser des journées techniques thématiques.
- Rédiger des documents complémentaires du projet de territoire sur la base des travaux de concertation et des actions validées.
- Coordonner l'élaboration du plan d'information, de sensibilisation et de valorisation du PTGE Midour.

#### **Contenu communication**

- Présenter la démarche à l'occasion de diverses réunions, colloques, séminaires, etc.
- Réaliser des supports pédagogiques et de communication (presses, affiches, etc.)
- Actualiser les pages dédiées du site internet de l'Institution Adour : mise en ligne des documents et comptes rendus, des actualités, etc.

#### **Interventions antérieures :**

En 2022, l'animation a permis de poursuivre la mobilisation des instances (comité de suivi et comité technique), d'instituer des groupes de travail (agriculture, milieux), d'orienter les partenaires à travailler en concertation, et de solliciter les services de l'État et les financeurs pour réfléchir autour des blocages rencontrés par les acteurs locaux.

#### **Échéance - Délais :**

Programme d'actions du projet de territoire du Midour d'une durée de 15 ans à partir de la date de validation.

#### **Coût de l'opération : 63 011 € TTC (61 585 € HT)**

Dont animation, correspondant à ½ ETP de l'animatrice ainsi que des appuis internes (salaires, frais de missions et charges générales) : 57 251 € TTC (56 785 € HT)

Dont communication : 5 760 € TTC (4 800 € HT)

#### **Plan de financement prévisionnel :**

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT)	39 749 €	3 360 €	43 109 €
Région Occitanie	2 136 €	0 €	2 136 €
Autofinancement *	15 366 €	2 400 €	17 766 €
<b>TOTAL</b>	<b>57 251 €</b>	<b>5 760 €</b>	<b>63 011 €</b>

\* L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement.

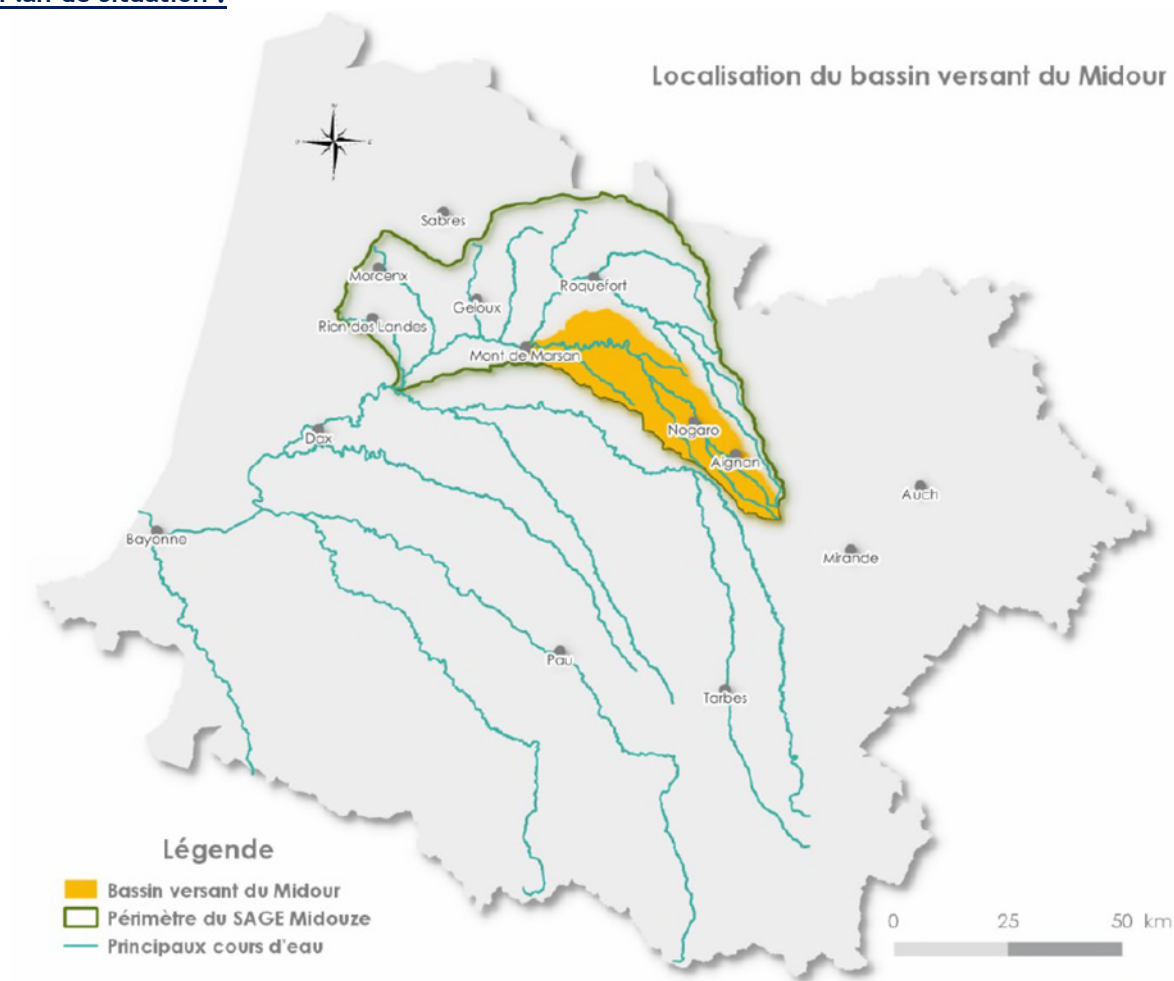
Les prestations relatives à la communication restent à financer comme suit :

Communication	Taux **	Montant à financer
Département des Landes	55 %	1 320 €
Département du Gers	45 %	1 080 €

\*\* Le pourcentage correspond à la quote-part par Département du déséquilibre quantitatif actualisé dans l'étude IES



Plan de situation :





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n°08

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource en eau

### Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour : phase de mise en œuvre  
Animation du volet agricole et communication

### Zone d'influence :

Bassin versant du Midour (32, 40)

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Le projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) du Midour, validé à l'unanimité en 2020 par le comité de pilotage du PTGE Midour et la commission locale de l'eau du SAGE Midouze, est actuellement en phase de mise en œuvre.

#### **Contenu**

Le programme d'actions est constitué de 59 fiches actions réparties en 6 orientations stratégiques. Parmi celles-ci, l'orientation stratégique « Gouvernance » est centrale pour la mise en œuvre du PTGE Midour, puisqu'elle vise à coordonner, piloter et animer la démarche de concertation ainsi qu'à mobiliser les partenaires et les instances.

Tel que défini par l'ensemble des acteurs du PTGE Midour et figurant sur le programme d'actions, la fiche « GOUV2 » de cette orientation stratégique organise l'animation autour de 2 missions complémentaires :

- 1) Une mission d'animation générale et de coordination du PTGE actuellement assurée par la chargée de mission en charge des PTGE du Midour et de la Douze.
- 2) Une mission spécifique d'animation agricole actuellement assurée par l'animatrice agricole.

Fin 2020, les discussions ont été engagées avec les partenaires agricoles pour déployer cette animation agricole. Il a été décidé que chaque structure mobilise une partie de ses ressources humaines et prenne en charge cette animation par mutualisation de leurs moyens humains.

Le bilan de l'année 2021 montre que cette articulation n'a pas été respectée par les partenaires, et entraîné des répercussions négatives sur le portage en partenariat (les dossiers ont été soumis de manière individuelle).

Ainsi, un groupe de travail avec l'ensemble des partenaires agricoles et financiers a été organisé le 30 septembre 2021. Il a été proposé que l'animation agricole soit portée au sein de l'EPTB Adour, comme cela était préalablement prévu lors de la phase d'élaboration du PTGE Midour.



Au cours des discussions avec les partenaires financiers et agricoles, il est apparu que ce poste d'animation agricole :

- soit mis en place à la suite de l'élaboration d'un programme pluriannuel,
- soit axé sur des missions d'ingénierie de projet.

### **Contenu de l'animation**

L'animation menée aura pour but de :

- Mettre en œuvre les orientations stratégiques (GOUV, AUM, ASV) ainsi que l'ensemble du volet agricole du PTGE Midour sur le bassin versant du Midour et en lien avec les acteurs agricoles
- Coordonner les actions portées en partenariat
- Structurer les partenariats et les moyens mis à disposition par les structures agricoles
- Accompagner les porteurs de projet sur l'administratif et le financier en complément du travail mené dans le cadre de la mission d'animation générale du PTGE
- Porter, suivre et affiner si besoin le calendrier prévisionnel pluriannuel co-construit avec l'ensemble des acteurs agricoles
- Suivre la mise en œuvre du volet agricole du PTGE Midour, en lien avec le chargé de mission animation du PTGE Midour et élaboration du PTGE Douze
- Communiquer et valoriser les actions menées (expérimentation, journées techniques, ...)
- Faire évoluer les fiches actions en cas de nécessité pour s'adapter à de nouveaux besoins émergents

### **Contenu de la communication**

- Présentation de la démarche et des actions à l'occasion de diverses réunions, colloques, séminaires, etc.
- Réalisation des supports pédagogiques et de communication (presses, affiches, etc.)
- Actualisation des pages dédiées du site internet de l'Institution Adour : mise en ligne des documents et comptes rendus, des actualités, etc.

### **Projets PAEC - Mise en œuvre de mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC)**

Sous réserve d'une réponse positive aux dossiers déposés dans le cadre des appels à projets projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC) - campagne 2023 en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie, l'année 2023 sera également consacrée à la coordination et au suivi de deux PAEC à l'échelle du PTGE Midour. Le temps consacré à ces projets est compris dans l'animation du projet de territoire.

### **Échéance - Délais :**

Programme d'actions du projet de territoire du Midour d'une durée de 15 ans à partir de la date de validation.

Animation reconduite annuellement, au moins sur 3 ans.

Pour la partie PAEC : projets pluriannuels d'une durée estimée à 3 ans.

### **Coût de l'opération : 52 595 € TTC (52 095 € HT)**

Dont animation, correspondant à 1 ETP de l'animatrice ainsi que des appuis internes (salaires, frais de missions et charges générales) : 49 595 € TTC (49 595 € HT)

Dont communication : 3 000 € TTC (2 500 € HT)

### **Plan de financement prévisionnel :**

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour Garonne (70% du HT)	34 717 €	1 750 €	36 467 €
Autofinancement *	14 878 €	1 250 €	16 128 €
<b>TOTAL</b>	<b>49 595 €</b>	<b>3 000 €</b>	<b>52 595 €</b>

\* Le résiduel est financé comme suit :



Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023



ID : 040-254002264-20230125-230125H1774H1-DE

	Département des Landes (55%)	Département du Gers (45%)
<b>Animation</b>	8 183,00 €	6 695,00 €
<b>Communication</b>	687,50 €	562,50 €
<b>Total</b>	8 870,50 €	7 257,50 €





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n°09

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource

### Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze : phase d'élaboration  
Animation et communication

### Zone d'influence :

Bassin versant de la Douze

Superficie totale : 1 224 km<sup>2</sup>

Départements concernés : 32 (21 %), 40 (79 %), les taux entre ( ) correspondent à la moyenne des taux des critères « superficie relative » et « déséquilibre quantitatif » (selon BBR Midouze 2008)

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Les projets de territoire pour la gestion de l'eau émanent de l'instruction gouvernementale du 4 juin 2015 concernant le financement des stockages d'eau, modifiée par l'instruction du Gouvernement du 7 mai 2019. Ces démarches reposent sur une approche globale et co-construite de la ressource en eau et ont pour objectif d'aboutir à un programme d'actions permettant d'atteindre dans la durée un équilibre entre besoins et ressources disponibles en respectant la bonne fonctionnalité des écosystèmes aquatiques, en préservant la qualité de la ressource en eau et en anticipant le changement climatique et en s'y adaptant.

Après positionnement du conseil d'administration de l'Institution Adour de juillet 2015 pour porter ce tout nouveau type de démarche territoriale, la commission locale de l'eau du SAGE Midouze a délibéré le 4 novembre 2015 pour acter le principe du portage de l'élaboration du PTGE à l'Institution Adour et la nécessité de mettre en place un comité de pilotage spécifique « local ». Par délibération du 28 janvier 2021, le conseil syndical de l'Institution Adour a décidé d'engager la démarche de PTGE sur le bassin versant de la Douze. Par la suite, la CLE du SAGE Midouze a délibéré le 22 février 2021 validant le lancement de la démarche.

#### **Buts**

La démarche du PTGE de la Douze vise à élaborer un programme d'actions dans le but de satisfaire plusieurs enjeux : la gestion quantitative de l'eau, l'anticipation et l'adaptation au changement climatique, la satisfaction des besoins du territoire en eau (salubrité, milieu, irrigation), l'amélioration de la qualité des masses d'eau, de l'état des cours d'eau et des milieux naturels et l'approfondissement des connaissances (informer, sensibiliser, valoriser).



### **Contenu animation**

- Assurer une animation et concertation générale autour du projet en lien avec les acteurs locaux, les agriculteurs, les usagers, les partenaires techniques et institutionnels, les garants de la concertation, etc.
- Organiser, préparer et animer les réunions publiques,
- Organiser, préparer et animer les réunions du comité technique et du comité de pilotage du « PTGE Douze » et des groupes de travail associés ; en rédiger le compte-rendu,
- Organiser et animer des ateliers de concertation et des réunions publiques en partenariat avec un prestataire externe ; en rédiger le compte-rendu,
- Rédiger les synthèses et les documents du projet de territoire de la Douze sur la base des travaux de concertation,
- Rédiger le diagnostic du territoire,
- Élaborer des cahiers des charges, mettre en concurrence, coordonner et suivre des bureaux d'études et prestataires extérieurs.

### **Contenu communication**

- Présentation de la démarche dans diverses réunions, colloques, séminaires, etc.
- Réaliser des supports pédagogiques et de communication (presses, affiches, etc.),
- Site internet de l'Institution Adour : élaboration de la page PTGE Douze, mise en ligne des documents et comptes rendus, des actualités, etc.
- Organisation, préparation et animation d'événements complémentaires (grand public notamment).

### **Interventions antérieures :**

En 2022, l'animation portée par l'EPTB Institution Adour a permis :

- de réaliser trois ateliers de co-construction avec les acteurs du territoire ;
- de faire le choix d'impliquer un panel citoyen, en concertation avec les garantes CNDP (commission nationale de débat public) ;
- d'établir la composition des groupes des différents niveaux de gouvernance (comité de pilotage, comité technique, ateliers de concertation) ;
- d'affiner le planning, avec les étapes, tâches et diverses instances (CLE du SAGE Midouze, comité de pilotage, comité technique, ateliers de concertation, ...) nécessaires à l'élaboration du PTGE Douze ;
- d'initier la rédaction de l'état des lieux / diagnostic du territoire.

### **Échéance - Délais :**

Opération pluriannuelle sur une durée totale estimée à 4 ans (démarrage début 2021).

### **Coût de l'opération : 47 226 € TTC (46 266 € HT)**

Dont animation, correspondant à 0,5 ETP de l'animatrice ainsi que des appuis internes (salaires, frais de missions et charges générales) : 41 466 € TTC (41 466 € HT pas de TVA sur charges de personnel)

Dont communication : 5 760 € TTC (4 800 € HT).

(Les frais de garant n'apparaissent pas ici car ils sont pris en charge par la Commission nationale des débats publics)



**Plan de financement prévisionnel :**

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour Garonne (70% du HT)	29 026 €	3 360 €	32 386 €
Autofinancement *	12 440 €	2 400 €	14 840 €
<b>TOTAL</b>	<b>41 466 €</b>	<b>5 760 €</b>	<b>47 226 €</b>

\* L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement.

Les prestations relatives à la communication restent à financer comme suit :

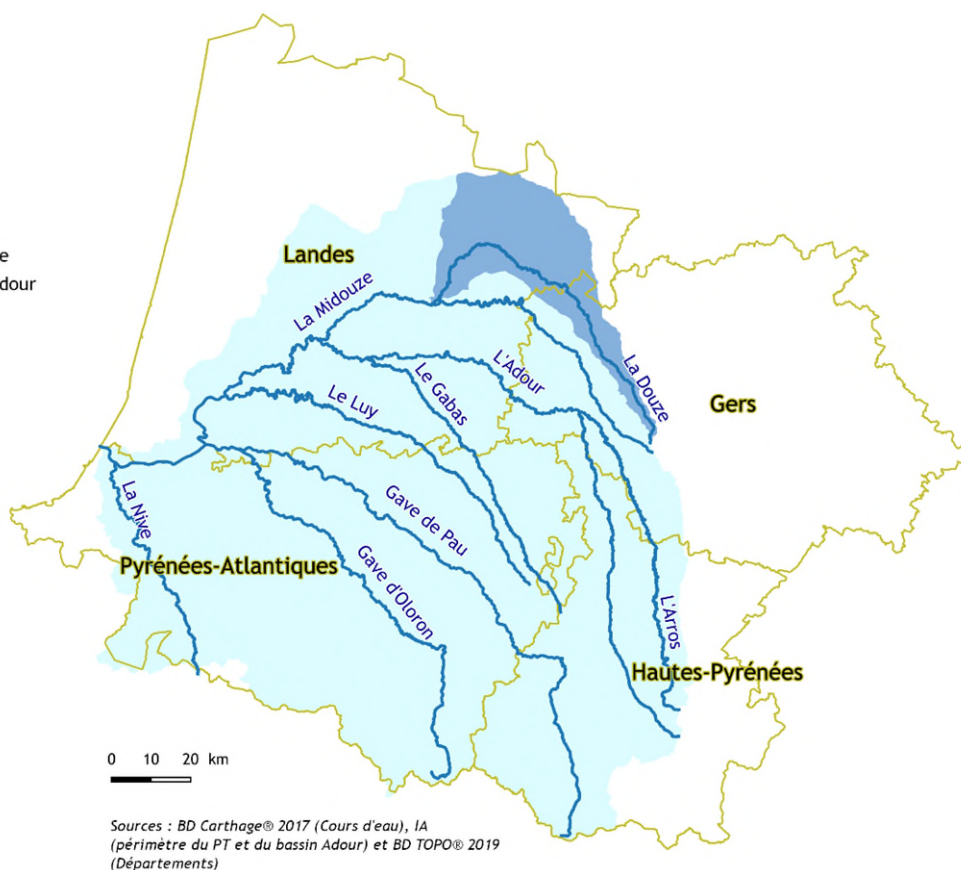
Communication	Taux	Montant à financer
Département des Landes	79 %	1 896 €
Département du Gers	21 %	504 €

Le pourcentage d'intervention du Département des Landes est égal à la moyenne des pourcentages de la surface relative (933 km<sup>2</sup>, soit 76 %) et du déséquilibre quantitatif indiqué sur le scénario 2d du BBR Midouze 2008 (3,5 Mm<sup>3</sup>, soit 81 %), soit 79 %.

Le pourcentage d'intervention du Département du Gers est égal à la moyenne de la surface relative (291 km<sup>2</sup>, soit 24 %) et du déséquilibre quantitatif indiqué sur le scénario 2d du BBR Midouze 2008 (0,8 Mm<sup>3</sup>, soit 19 %), soit 21 %.

**Plan de situation :**

- Cours d'eau
- Départements
- Périmètre du PT Douze
- Périmètre du Bassin Adour





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 10

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource

### Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau Adour en amont d'Aire  
ANIMATION, COMMUNICATION ET GARANTS

### Zone d'influence :

Bassin de l'Adour en amont de la confluence avec les Lées (Aire sur l'Adour) et certains affluents (les principaux : Échez, Louet) hors Arros.

Superficie totale : 1 572 km<sup>2</sup>

Départements concernés : 32 (14 %), 64 (11 %) et 65 (75 %)

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Sur le territoire amont de l'Adour, l'émergence et la conceptualisation d'une démarche de projet de territoire a fait l'objet d'une réflexion préalable conduite par les services de l'État. Au regard d'un contexte local moins consensuel entre les différents acteurs, mais aussi d'un territoire plus vaste, il a été décidé de conduire une phase préalable d'audit patrimonial confié à un auditeur externe. À l'issue de cette phase préalable, plus d'une soixantaine d'acteurs du territoire ont été entendus et les synthèses des entretiens font apparaître les points de convergences tout comme des divergences sur la perception du territoire en lien avec la problématique de la ressource en eau.

Il ressort, de façon générale, le besoin de tous les acteurs d'ouvrir une discussion sereine sur ces thématiques afin de partager les constats à l'échelle de ce territoire. Par ailleurs, l'audit fait apparaître que l'Institution Adour est reconnue comme un acteur clé, repéré sur le bassin, mais qui ne peut, ni ne souhaite se substituer aux volontés politiques territoriales. L'audit conclut sur la légitimité de l'Institution Adour à porter et abriter, au dire des acteurs, la démarche de projet de territoire en connexion avec l'État facilitateur.

Par délibérations du 22 juillet 2015 et du 21 juillet 2017, l'Institution Adour a décidé de s'engager pour porter la réalisation d'un projet de territoire sur l'Adour amont et à animer la démarche.

La démarche de concertation a débuté officiellement le 9 octobre 2018 à l'occasion d'une réunion publique de lancement marquant le démarrage de la phase 1 du projet se focalisant sur le diagnostic du territoire. Afin de partager une vision commune entre acteurs, des ateliers de concertation ont été organisés à la fin de l'année 2018 et tout au long de la démarche. À partir de la deuxième moitié de l'année 2020, les réflexions ont été consacrées plus spécifiquement à la construction du programme d'actions.

Nous abordons maintenant la deuxième partie de la phase de réflexion sur les actions et nous entrons en 2022 avec une première version de programme d'actions co-construit qu'il faudra faire évoluer tout au long de cette année afin de répondre aux enjeux identifiés dans le diagnostic.

### **Buts**

Le projet de territoire pour la gestion de l'eau doit aboutir à un programme d'actions pour résorber durablement le déséquilibre quantitatif sur le bassin de l'Adour en amont d'Aire par des actions d'économies d'eau, de meilleure gestion, voire de création de ressource si besoin, en tenant compte des usages et de la socio-économie du territoire. Le projet de territoire pour la gestion de l'eau veillera également à ne pas dégrader la qualité des masses d'eau. La mise en place d'un dialogue territorial local doit permettre de faciliter l'acceptation et le portage des actions.

### **Contenu Animation projet de territoire Adour amont**

#### **Historique 2018-2022 :**

En fin d'année 2018, la première phase du projet de territoire pour la gestion de l'eau sur l'Adour en amont d'Aire a été officiellement lancée. Cette première phase s'est accompagnée d'études (bilan besoins-ressources et études socio-économiques notamment) afin d'alimenter la concertation. Cette première phase s'est déroulée jusqu'à la fin de l'année 2021. Le diagnostic a été validé officiellement par la CLE du SAGE Adour amont en juin 2022. Une validation du Préfet référent est attendue pour la fin de l'année 2022.

L'équipe d'animation du projet de territoire assure les échanges entre acteurs et l'apport d'éléments techniques dans le cadre de l'élaboration du projet de territoire. Elle contribue au bon déroulement de la démarche en étant en charge de :

- Organiser, préparer et animer les réunions des instances du projet de territoire (ateliers, assemblée générale, comités techniques, comité de suivi) ; en rédiger le compte-rendu ;
- Organiser, préparer et animer les réunions spécifiques au groupe de travail citoyen et en rédiger le compte-rendu ;
- Rédiger les documents du projet de territoire sur la base des travaux de concertation ;
- Assurer le lien avec les garants, les partenaires techniques et institutionnels, la CLE (instance de validation) et proposer des modalités de réponses aux attentes exprimées ;
- Suivi des prestataires des différents marchés (appui à la concertation, études socio-économiques, bilan besoins-ressources) ;
- Collecter, traiter et mettre en forme les données techniques nécessaires à l'avancement du projet ;
- Marchés publics : élaboration des cahiers des charges et mise en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, coordination et suivi des études et des prestataires (mise à jour de l'étude bilan besoins-ressources) ;
- Assurer les actions de communication du projet de territoire.

### **Projet Adour'eau - réutilisation des eaux sur le bassin de l'Adour amont »**

Sous réserve d'une réponse positive de l'Entente pour l'eau à l'appel à projet EC'EAU, l'année 2023 sera également consacrée au pilotage d'une étude d'opportunité de déploiement de solutions basées sur la réutilisation des eaux usées à l'échelle du PT3A. Cela permettra d'alimenter les réflexions sur ce sujet dans le cadre de la construction du programme d'actions sur l'Adour amont. Le temps d'animation de cette étude est compris dans l'animation du projet de territoire.

### **Contenu Communication projet de territoire Adour amont**

La démarche de concertation nécessite ponctuellement d'avoir recours à divers éléments de communication en atelier ou bien d'organiser des événements ouverts au grand public. La liste ci-dessous précise de manière non-exhaustive le contenu du volet communication de cette démarche :

- Impression de documents supports d'ateliers (grands formats, livrets, kakemono...) et de documents définitifs (avancement de la démarche, études...) ;
- Présentation de la démarche dans diverses réunions, colloques, séminaires, etc. ;
- Organisation de journées de formation pour les acteurs locaux pour fournir un éclairage particulier sur des actions possibles, avec intervention de personnes ressources extérieures ;
- Publications presse et affiches (avancement projet, réunions publiques...) ;



**Garant projet de territoire Adour amont**

Le garant permettra de s'assurer du bon déroulement du projet de territoire qu'il suivra tout au long de la démarche. Deux garants sont désignés pour suivre tout le déroulement du projet. Le coût du garant comprend le remboursement de ses frais de déplacement ainsi que son indemnisation de mission.

Estimatif : 10 000 € en 2023

**Échéance - Délais :**

Échéance phase 2 - Construction d'un consensus autour d'un programme d'actions : fin 2023 ;

Durée totale estimée à 4-5 ans (incluant phase 1).

**Coût de l'opération : 96 453 € TTC (94 893 € HT)**

- Animation : 80 693 € TTC pour salaires, frais de missions et charges générales (80 093 € HT)
- Communication : 5 760 € TTC (4 800 € HT)
- Garants de la concertation : 10 000 € HT (pas de TVA sur honoraires et frais de déplacement)

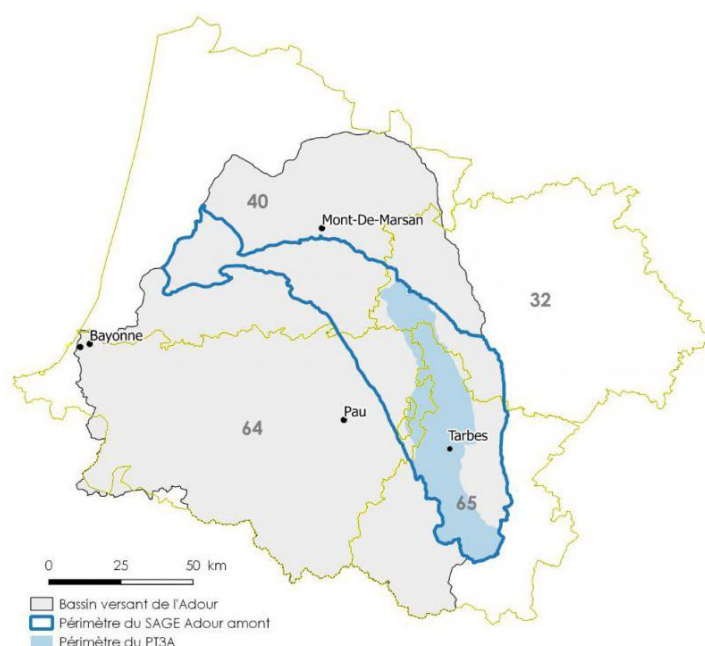
**Plan de financement prévisionnel :**

	Animation	Communication	Garant	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT)	56 065 €	3 360 €	7 000 €	65 183 €
Autofinancement	24 628 €	2 400 €	3 000 €	29 496 €
<b>MONTANT TOTAL</b>	<b>80 693 €</b>	<b>5 760 €</b>	<b>10 000 €</b>	<b>94 679 €</b>

\* L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement.

La communication et le garant restent à financer comme suit :

	Département 32 (14 %)	Département 64 (11 %)	Département 65 (75 %)
Communication	336 €	264 €	1 800 €
Garant	420 €	330 €	2 250 €
<b>MONTANT TOTAL</b>	<b>756 €</b>	<b>594 €</b>	<b>4 050 €</b>

**Plan de situation :**





# INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 11

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire Compétences historiques	Comité syndical Collège membres fondateurs

### Type d'opération :

Risques fluviaux

### Intitulé de l'opération :

Animation de gestion des cours d'eau et des milieux aquatiques associés - Axe Adour

### Zone d'influence :

Hautes-Pyrénées, Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques

### Description de l'opération :

- Animation, suivi et accompagnement des opérations de gestion du cours d'eau de l'axe Adour, y compris du travail des syndicats.
- Accompagnement de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI par les syndicats de bassin versant et les EPCI-FP sur le bassin de l'Adour y compris transfert des fonds et des ouvrages
- Mise en œuvre des opérations foncières et des suivis relatifs à la mise en œuvre de la restauration de l'espace de mobilité sur l'Adour moyen
- Accompagnement du territoire du gave d'Oloron aval.
- Suivi et entretien des ouvrages de protection contre les inondations et des études afférentes dans le cadre des délégations de compétences des EPCI-FP ou des syndicats de bassin versant vers l'EPTB.
- Suivi des ouvrages permettant la continuité piscicole.

### Détail de l'opération pour l'année :

- Mise en œuvre des actions relatives à la restauration de l'espace de mobilité sur l'Adour moyen :
  - Travaux de recul de la digue à Larrivière-Saint-Savin,
  - Recul d'enjeux sur la commune de Souprosse (route communale et station de pompage),
  - Suivi hydromorphologique de cours d'eau et interventions le cas échéant,
  - Accompagnement des partenaires notamment agricoles dans la prise en compte de l'espace de mobilité des cours d'eau et plus largement la mise en œuvre de la GEMAPI,
  - Veille des mutations foncières et acquisitions,
  - Suivi des travaux effectués par la fédération de pêche des Landes sur l'Adour.
- Accompagnement des EPCI-FP sur la prise de compétence GEMAPI et des autres partenaires institutionnels (dont devenir des ouvrages - devenir de Gurgues Ingous, Pénich Laburthe, Bégaar, ...)
- Mise en œuvre de la compétence GEMAPI sur les périmètres de l'Adour maritime, de l'Adour amont, du gave d'Oloron, des Luys, ... (transfert des ouvrages, poursuite des opérations d'accompagnement de la dynamique fluviale sur l'aval du gave d'Oloron).

### Échéance - Délais :

Suivi annuel

**Coût de l'opération : 85 703 € TTC (84 164 € HT)**

Décomposé comme suit :

	Montant HT	Montant TTC
Temps agents	62 682 €	62 682 €
Frais de missions	3 945 €	4 484 €
Frais de structure	12 537 €	12 537 €
Autres dépenses ponctuelles	5 000 €	6 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>84 164 €</b>	<b>85 703 €</b>

**Plan de financement prévisionnel :**

Programme 2023

Coût	Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	Autofinancement
85 703 €	42 081 €	43 622 € *

\* *Financés au titre des charges générales de fonctionnement*



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 12

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Risques fluviaux

### Intitulé de l'opération :

Animation du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise - année 2023

### Zone d'influence :

Périmètre du PAPI de l'agglomération dacquoise (28 communes)

### Description de l'opération :

#### **Origine**

La directive inondation 2007/60/CE du 23 octobre 2007 est transposée en droit français par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (LENA) et le décret n° 2011-227 du 2 mars 2011 venant en application de ces dispositions.

L'objectif de cette directive est d'établir un cadre européen de gestion des risques d'inondation. La transposition française de cette directive a entraîné la détermination des territoires à risque important (TRI) dont le TRI de Dax, sur lesquels il est demandé l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI).

Par ailleurs, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) sont amenés à jouer un rôle de coordination des collectivités territoriales qui les composent, et ce, à toutes les étapes de la directive, puisque l'article L556-10 du code de l'environnement leur confère la mission d'assurer « à l'échelle du bassin ou sous-bassin hydrographique de leur compétence la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L. 566-5, par leur rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations. »

Dans ce contexte l'Institution Adour a décidé, en accord avec la communauté d'agglomération Le Grand Dax Agglomération d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'élaboration de la SLGRI du TRI de Dax.

Lors du comité de pilotage du 3 mai 2016, la SLGRI du secteur dacquois a été validée et les élus se sont positionnés sur l'élaboration d'un PAPI afin de mettre en œuvre les actions proposées lors de la concertation. Le dossier a été déposé en novembre 2019 et a reçu un avis favorable des instances de labellisation. La mise en œuvre du PAPI a démarré le 16 septembre 2020.

Le périmètre du PAPI a été étendu aux communes d'Audon et de Tartas à partir de 2022.



### **Buts**

L'approche proposée est une démarche participative qui a pour objectif de réduire le risque auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Axe 1 : amélioration des connaissances et au renforcement de la conscience du risque ;
- Axe 2 : amélioration de la surveillance et aux dispositifs de prévision des crues ;
- Axe 3 : amélioration de l'alerte et de la gestion de crise ;
- Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ;
- Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Axe 6 : ralentissement des écoulements ;
- Axe 7 : amélioration de la gestion des ouvrages de protection hydrauliques.

### **Contenu**

203 jours d'animation, dont stagiaire sur 6 mois.

### **Interventions antérieures :**

De 2014 à 2016, la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) sur le TRI de Dax a été élaborée. Elle a été arrêtée par le Préfet des Landes le 15 décembre 2016.

L'année 2017 a été consacrée à l'élaboration du dossier de candidature à un PAPI complet. Comme le cahier des charges PAPI est plus exigeant que le précédent, une étude hydraulique a été lancée début septembre 2017 et devrait se terminer au premier trimestre 2019.

L'année 2018 a été consacrée à continuer l'élaboration du dossier PAPI. Une analyse environnementale a été lancée en septembre pour une durée de 6 mois.

L'année 2019 a permis de continuer l'élaboration du dossier jusqu'à son dépôt et de clore les prestations des études engagées.

Le dossier de candidature du PAPI a été déposé fin novembre 2019. Le projet a été présenté en commission inondation de bassin le 10 mars 2020 puis en commission mixte inondation le 3 juillet 2020. Les actions du programme ont pu débuter à partir du 16 septembre 2020, date de signature de la convention cadre du PAPI.

Une révision à mi-parcours est prévue pour la fin du premier semestre 2023, qui permettra d'actualiser le programme d'actions du PAPI.

### **Échéance - Délais :**

Durée de l'opération : 6 ans à partir du 16 septembre 2020

### **Coût de l'opération : 71 353 € TTC**

Dépenses de personnel	Salaires et charges	52 025 €
Dépenses liées au stagiaire	Salaires et charges	3 500 €
Dépenses de fonctionnement (frais généraux, frais de structure)	Frais généraux, frais de service	8 328 €
Dépenses de déplacement frais de mission	Frais de déplacement frais de mission	2 500 €
Autres dépenses	Formation, colloques, acquisition images, frais de communication	5 000 €
<b>TOTAL</b>		<b>71 353 €</b>



### Plan de financement prévisionnel :

Organisme	Taux	Assiette de dépenses éligibles	Montant
Europe (fonds FEDER)	40 %	71 353 € TTC	28 541 €
État (fonds Barnier) *	40 %	54 524 € TTC	21 810 €
Autofinancement **			21 002 €
- Département des Landes		50 % du résiduel	10 501 €
- EPCI-FP		50 % du résiduel	10 501 €
<b>MONTANT TOTAL</b>			<b>71 353 €</b>

\* Non éligibilité de certains coûts (frais de communication, frais indirects prévisionnels, indemnités de stage)

\*\* Le reste à charge incombant à l'EPTB sera réparti, dans un cadre conventionnel, à parité entre :

- le Département des Landes, d'une part,
- les quatre EPCI-FP concernés par le périmètre du PAPI de l'agglomération dacquoise cosignataires de la convention de partenariat, d'autre part.

La répartition entre les EPCI-FP concernés est établie selon la clef de répartition adoptée dans le cadre d'une convention pluriannuelle.

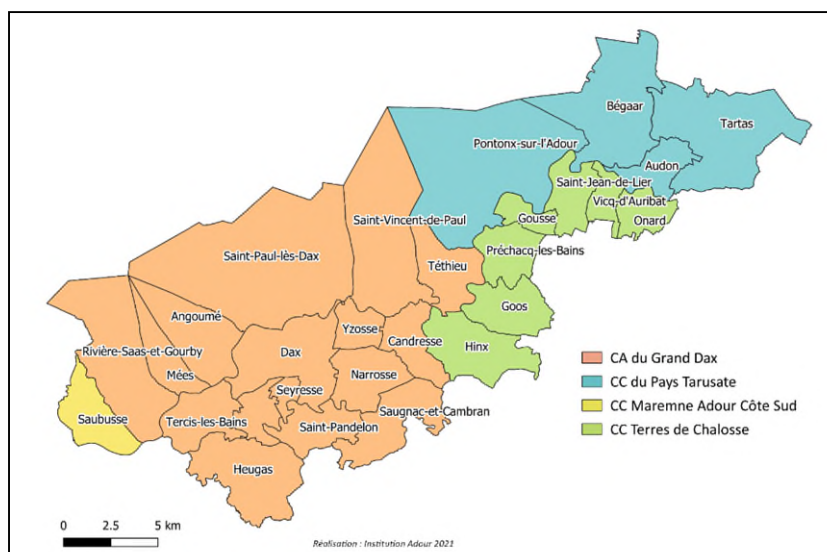
### Détail de la répartition entre les EPCI-FP partenaires de l'opération :

	Taux *	Montant total
Communauté d'agglomération du Grand Dax agglomération (CAGD)	76,22 %	8 004 €
Communauté de communes Terres de Chalosse (CCTC)	8,46 %	888 €
Communauté de communes du Pays Tarusate (CCPT)	13,08 %	1 374 €
Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud (MACS)	2,24 %	235 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>10 501 €</b>

\* Selon la clef de répartition retenue pour les actions mutualisées à l'échelle du périmètre du PAPI, calculée comme suit :

- 25 % en fonction de la population carroyée de l'EPCI-FP située dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 25 % en fonction du bâti de l'EPCI-FP situé dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 50 % en fonction du potentiel fiscal de l'EPCI-FP rapporté au nombre d'habitants INSEE dans le PAPI.

### Plan de situation :



Réalisation : Institution Adour 2021





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 13

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Risques fluviaux

### Intitulé de l'opération :

Protocole de collecte des données après les inondations.  
Action 1.3

### Zone d'influence :

Périmètre du PAPI de l'agglomération dacquoise (28 communes)

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Il est important de récolter les données après les crues qui pourront être utilisées pour réaliser des retours d'expérience et comparer les événements entre eux, affiner les enveloppes de crues et les modélisations ou encore faire de la sensibilisation par la mémoire des crues.

Actuellement, des relevés sont réalisés par plusieurs structures mais il n'existe aucune communication en amont et peu d'échanges de données par la suite. Un protocole commun améliorerait l'efficacité générale de la récolte.

#### **Buts**

Élaborer une méthodologie et une organisation commune entre les différentes structures afin d'améliorer la récolte des données post-crue et leur utilisation.

#### **Contenu**

Prestation externalisée :

- 1) Achats de fournitures pour donner des kits pour les agents collecteurs (bombe de peinture, mètre, sac étanche...)
- 2) Formation des agents à la récolte

### Échéance - Délais :

Durée de l'opération estimée à 12 mois à partir de janvier 2023.

### Coût de l'opération : 12 000 € TTC

**Plan de financement prévisionnel :**

Organisme	Taux	Montant TTC
Europe (fonds FEDER)	30 %	3 600 €
État (fonds Barnier)	50 %	6 000 €
Autofinancement *	20 %	2 400 €
<b>TOTAL</b>		<b>12 000 €</b>

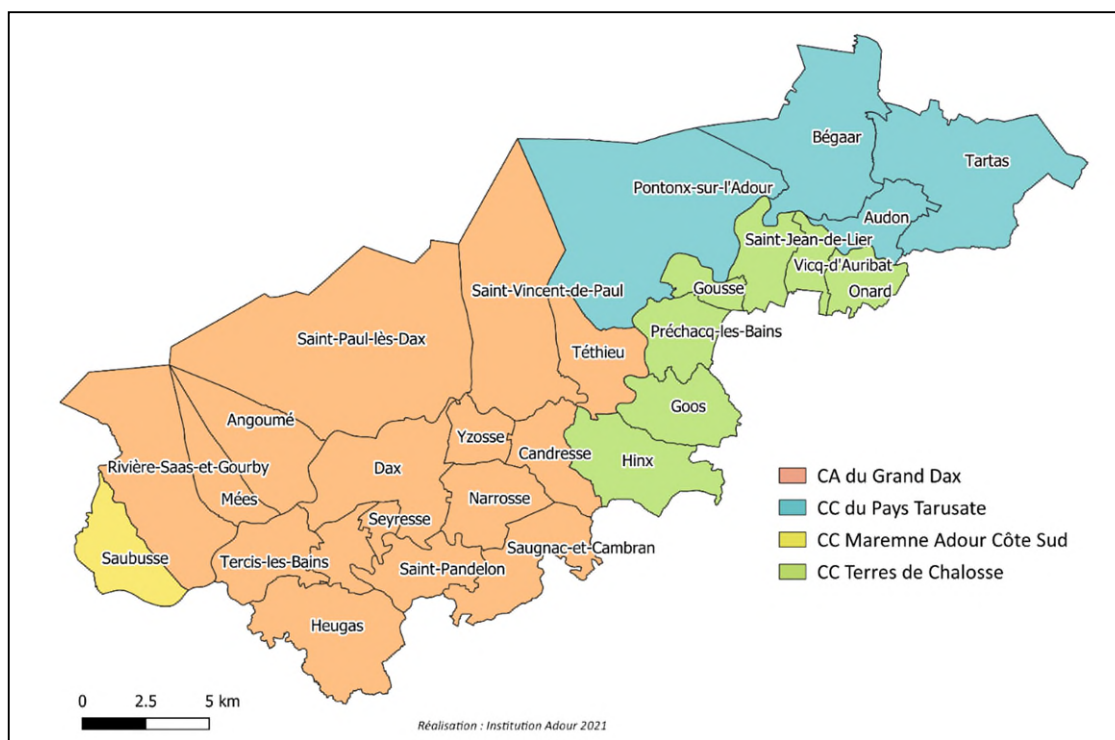
\* Le reste à charge de l'EPTB sera réparti entre les EPCI-FP partenaires concernés (CAGD, CCPT, CCTC, MACS) selon la clef de répartition adoptée dans le cadre d'une convention pluriannuelle.

**Détail de la répartition entre les EPCI-FP partenaires de l'opération :**

	Taux	Montant total
Communauté d'agglomération du Grand Dax agglomération (CAGD)	76,22 % *	1 829,28 €
Communauté de communes Terres de Chalosse (CCTC)	8,46 % *	203,04 €
Communauté de communes du Pays Tarusate (CCPT)	13,08 % *	313,92 €
Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud (MACS)	2,24 % *	53,76 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>2 400 €</b>

\* Selon la clef de répartition retenue pour les actions mutualisées à l'échelle du périmètre du PAPI, calculée comme suit :

- 25 % en fonction de la population carroyée de l'EPCI-FP située dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 25 % en fonction du bâti de l'EPCI-FP situé dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 50 % en fonction du potentiel fiscal de l'EPCI-FP rapporté au nombre d'habitants INSEE dans le PAPI.

**Plan de situation :**



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 14

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Risques fluviaux

### Intitulé de l'opération :

Animation du programme d'études préalables au PAPI gave d'Oloron

### Zone d'influence :

Bassin du versant du gave d'Oloron

### Description de l'opération :

#### **Origine**

À l'initiative du syndicat mixte des gaves d'Ossau, d'Aspe et d'Oloron (SMGOAO), une rencontre réunissant les gémapiens du bassin du gave d'Oloron (communauté de communes de la Vallée d'Ossau, syndicat mixte des gaves d'Oloron, de Mauléon et de leurs affluents - SIGOM, SMGOAO) et l'EPTB s'est tenue le 25 mai 2021 à Navarrenx.

Cette dernière avait pour objectif de dresser le portrait des problématiques relatives à l'inondation rencontrées par chaque territoire et d'échanger sur la consultation des instances de chaque structure quant à l'opportunité d'un PAPI sur le périmètre du bassin versant du gave d'Oloron.

Du fait de sa composition, de sa gouvernance, de ses missions statutaires, de son expérience mais aussi des missions de coordination et de mise en cohérence en matière de gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant confiées aux EPTB par la loi (article L.213-12 du code l'environnement), l'Institution Adour constitue un interlocuteur utile dans l'élaboration d'une telle stratégie. Les structures gémapiennes ont ainsi délibéré en faveur d'un portage du programme d'études préalables au PAPI (PEP) par l'Institution Adour.

Une convention pour l'élaboration du programme d'études préalables (PEP) au programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) a ainsi été signée le 23 décembre 2022.

Ainsi, cette démarche a pu démarrer au cours du mois de septembre 2022 avec le recrutement d'un animateur dédié. L'année 2023 sera entièrement consacrée à l'élaboration de ce PEP.

#### **Buts**

L'approche proposée est une démarche participative qui a pour objectif de réduire le risque auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Axe 1 : amélioration des connaissances et au renforcement de la conscience du risque ;
- Axe 2 : amélioration de la surveillance et aux dispositifs de prévision des crues ;
- Axe 3 : amélioration de l'alerte et de la gestion de crise ;
- Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ;
- Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Axe 6 : ralentissement des écoulements ;
- Axe 7 : amélioration de la gestion des ouvrages de protection hydrauliques.



**Contenu**

203 jours d'animation

**Échéance - Délais :**

Durée de l'opération : 4 ans maximum

**Coût de l'opération pour l'année 2023 : 75 840 € TTC**

Dépenses de personnel	Salaires et charges	55 165 €
Dépenses de fonctionnement (frais généraux, frais de structures)	Frais généraux, frais de service	8 275 €
Dépenses de déplacement frais de mission	Frais de déplacement frais de mission	1 900 €
Autres dépenses	Formation, colloques, acquisition images	5 000 €
	Frais de communication	5 000 €
Équipement	Équipement informatique	500 €
<b>TOTAL</b>		<b>75 840 €</b>

**Plan de financement prévisionnel :**

Organisme	Taux	Montant
Europe (fonds FEDER)	80 %	60 672 €
Reste à charge *	20 %	15 168 €
<b>TOTAL</b>		<b>75 840 €</b>

\* La répartition du reste à charge est établie comme suit (selon la clef de répartition adoptée dans le cadre de la convention d'élaboration du programme d'études préalables au programme d'actions de prévention des inondations à l'échelle du sous-bassin versant du gave d'Oloron).

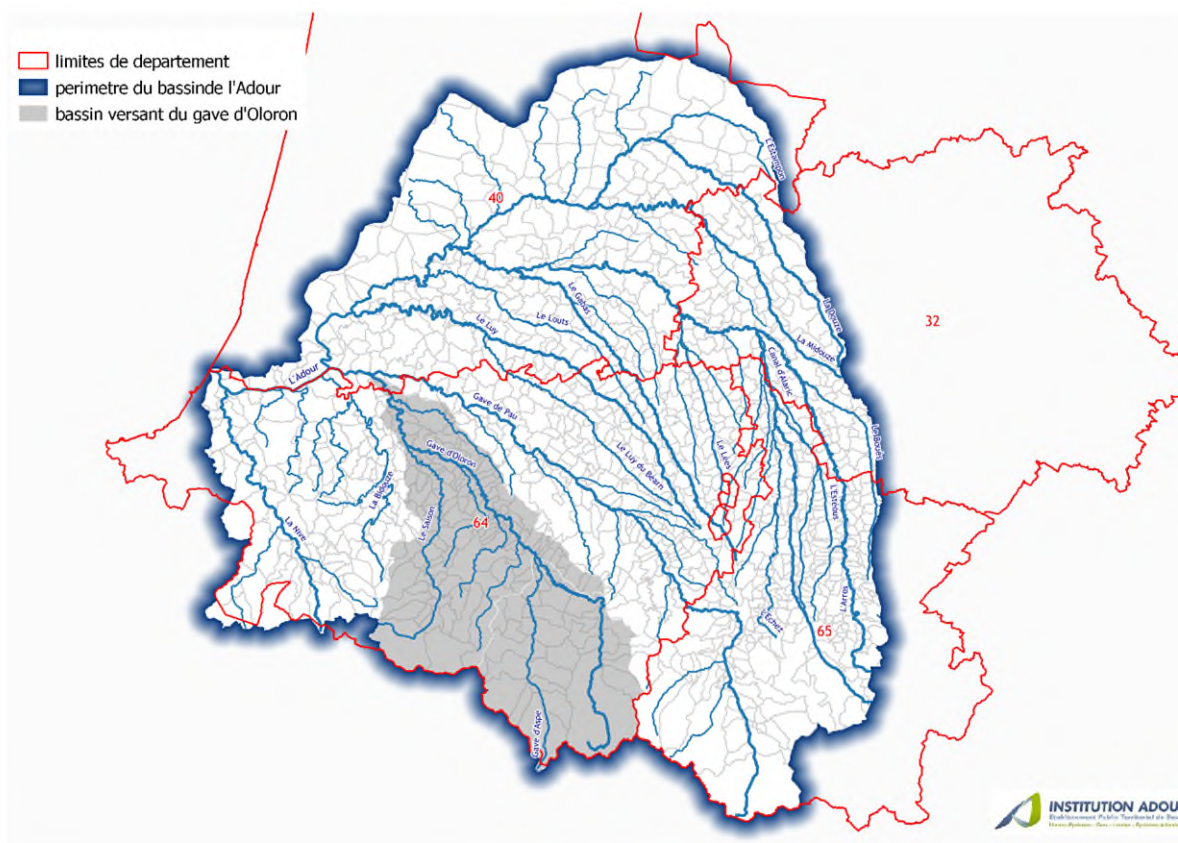
**Détail de la répartition du reste à charge entre les Départements et les EPCI-FP partenaires de l'opération pour l'année 2023 :**

Organisme	Taux	Montant
Syndicat mixte des gaves d'Oloron et de Mauléon et leurs affluents (SIGOM)	13,545 %	2 054,51 €
Syndicat mixte des gaves d'Oloron, d'Aspe et l'Ossau et leurs affluents (SMGOAO)	25,595 %	3 882,25 €
Communauté de communes de la vallée d'Ossau	10,86 %	1 647,24 €
Département des Landes	25,00 %	3 792,00 €
Département des Pyrénées-Atlantiques	25,00 %	3 792,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>15 168,00 €</b>





## Plan de situation :





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 15

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Risques fluviaux

### Intitulé de l'opération :

Animation du programme d'études préalables au PAPI Adour aval

### Zone d'influence :

Bassin versant Adour aval

### Description de l'opération :

#### **Origine**

La directive inondation 2007/60/CE du 23 octobre 2007 est transposée en droit français par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (LENA) et le décret n° 2011-227 du 2 mars 2011 venant en application de ces dispositions.

L'objectif de cette directive est d'établir un cadre européen de gestion des risques d'inondation. La transposition française de cette directive a entraîné la détermination des territoires à risque important (TRI) dont le TRI côtier basque, sur lesquels il est demandé l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI).

Par ailleurs, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) sont amenés à jouer un rôle de coordination des collectivités territoriales qui les composent, et ce, à toutes les étapes de la directive, puisque l'article L.556-10 du code de l'environnement leur confère la mission d'assurer « à l'échelle du bassin ou sous-bassin hydrographique de leur compétence la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L.566-5, par leur rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations. »

Dans ce contexte, il a été convenu que la communauté d'agglomération du Pays Basque soit la structure porteuse de la stratégie locale et qu'il soit confié à l'Institution Adour l'animation du volet fluvial de l'Adour.

Composante de la mission	Partie « débordement fluvial de l'Adour »	Partie « submersion marine »
Animation, élaboration et accompagnement de la mise en œuvre de la SLGRI	Institution Adour	CAPB
Pilotage de la stratégie et coordination des deux volets	CAPB	

Une fois la SLGRI validée et les élus se sont positionnés sur l'élaboration d'un programme d'études préalables au PAPI afin de mettre en œuvre les actions proposées lors de la concertation.

Une convention pour l'élaboration du programme d'études préalables (PEP) au programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) a ainsi été signée le 5 octobre 2022 entre les EPCI-FP concernés, les deux Départements et l'Institution Adour.

Ainsi, afin d'élaborer ce programme d'études préalables (PEP) au PAPI de l'Adour aval, un chargé de missions dédié a été recruté au cours de l'année 2022.

L'année 2023 sera entièrement consacrée à l'élaboration de ce PEP en partenariat avec les acteurs locaux.

### **Buts**

L'approche proposée est une démarche participative qui a pour objectif de réduire le risque auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Axe 1 : amélioration des connaissances et au renforcement de la conscience du risque ;
- Axe 2 : amélioration de la surveillance et aux dispositifs de prévision des crues ;
- Axe 3 : amélioration de l'alerte et de la gestion de crise ;
- Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ;
- Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Axe 6 : ralentissement des écoulements ;
- Axe 7 : amélioration de la gestion des ouvrages de protection hydrauliques.

### **Contenu**

203 jours d'animation

### **Interventions antérieures :**

De 2018 à 2019, la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) sur le TRI du côtier basque a été élaborée.

Le dossier de candidature de la SLGRI a été déposé en janvier 2020. Le projet a été présenté en commission inondation de bassin le 10 mars 2020. La SLGRI a été arrêtée par le Préfet des Landes le 20 juillet 2020.

Les acteurs locaux ont par la suite sollicité l'Institution Adour pour porter l'animation du programme d'études préalables (PEP) au PAPI Adour maritime. La fin d'année 2021 a été dédiée à l'organisation de la mission, un animateur a été recruté pour une prise de poste courant d'année 2022.

### **Échéance - Délais :**

Durée de l'opération : 4 ans maximum

### **Coût de l'opération pour l'année 2023 : 77 040 € TTC**

Dépenses de personnel	Salaires et charges	55 165 €
Dépenses de fonctionnement (frais généraux, frais de structures)	Frais généraux, frais de service	8 275 €
Dépenses de déplacement frais de mission	Frais de déplacement frais de mission	3 100 €
Autres dépenses	Formation, colloques, acquisition images	5 000 €
	Frais de communication	5 000 €
Equipement	Equipement informatique	500 €
<b>TOTAL</b>		<b>77 040 €</b>





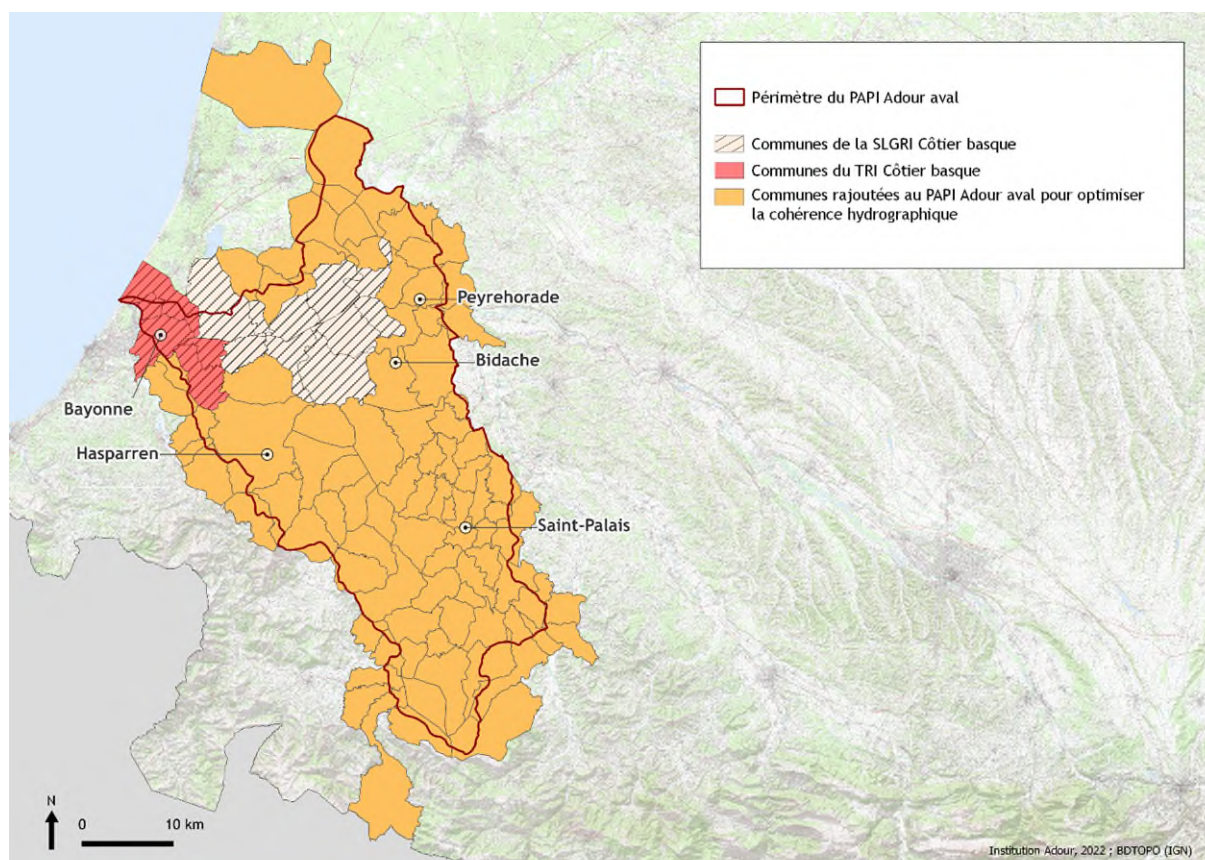
**Plan de financement prévisionnel :**

Organisme	Taux	Montant
Europe (fonds FEDER)	80 %	61 632 €
Reste à charge *	20 %	15 408 €
<b>TOTAL</b>		<b>77 040 €</b>

\* La répartition du reste à charge est établie selon la clef de répartition adoptée dans le cadre d'une convention et présentée ci-après.

**Détail de la répartition du reste à charge entre les EPCI-FP partenaires de l'opération pour l'année 2023 :**

Organisme	Taux	Montant
Communauté d'agglomération Pays Basque	40,73 %	6 275,68 €
Communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans	3,93 %	605,53 €
Communauté de communes du Seignanx	3,155 %	486,12 €
Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud	2,185%	336,67 €
Département des Landes	25,00 %	3 852,00 €
Département des Pyrénées-Atlantiques	25,00 %	3 852,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>15 408,00 €</b>

**Plan de situation :**

## FICHE DE PROPOSITION n° 16

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Comité syndical

**Type d'opération :**

Biodiversité

**Intitulé de l'opération :**

Restauration et gestion des poissons migrateurs

**Zone d'influence :**

Périmètre d'application du plan de gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers : totalité du bassin de l'Adour, et bassin des cours d'eau côtiers des Landes et des Pyrénées-Atlantiques

**Description de l'opération :****Origine**

Opération sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour dans le cadre de la mise en œuvre du « plan de gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers » (Plagepomi Adour-côtiers) élaboré par le comité de gestion des poissons migrateurs (Cogepomi) du bassin de l'Adour, pour la période 2022-2027.

**Buts**

Contribuer à la restauration, la connaissance et la gestion concertée des différentes espèces de poissons migrateurs présentes dans le bassin, de leurs milieux de vie et des pressions anthropiques qui s'exercent dessus (notamment - mais pas uniquement - la pêche).

**Contenu**

- animation de la mise en œuvre du Plagepomi Adour-côtiers, en liaison avec les principaux partenaires institutionnels et les autres acteurs de la gestion. Cette mission est prévue par une mesure du Plagepomi Adour-côtiers ; elle fait l'objet d'une convention multipartite (État [DREAL Nouvelle-Aquitaine], Agence de l'eau Adour-Garonne, Région Nouvelle-Aquitaine, Office français de la biodiversité [direction régionale de Nouvelle-Aquitaine], association Migradour) pour la période 2020-2027,
- restauration de la population de saumon atlantique (relève négociée des filets)

**NB :**

D'autres opérations touchant aux poissons migrateurs et à leur gestion font l'objet de fiches spécifiques : celles liées aux études sur le rétablissement de la continuité écologique, et celles relatives au suivi et à l'aménagement des ouvrages sous responsabilité de l'Institution Adour.

**Interventions antérieures :**

Ceci s'inscrit dans la continuité des actions menées par l'Institution Adour sur les poissons migrateurs depuis 1999, avec les évolutions issues des évaluations, révisions, et élaborations des Plagepomi Adour-côtiers successifs (1998-2002, 2003-2007, 2008-2014, 2015-2021).

**Échéance - Délais :**

Partenaires des actions spécifiques : organisations représentatives des pêcheurs professionnels (relève des filets) :

- marins pêcheurs exerçant dans l'estuaire de l'Adour : comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques - Landes ;
- pêcheurs professionnels en eau douce : association interdépartementale agréée de pêcheurs professionnels en eau douce de l'Adour et des versants côtiers

**Coût de l'opération : 86 189 € HT**

	Montant
Animation <sup>[1]</sup>	76 189 €
Relève des filets	10 000 €
<b>MONTANT TOTAL</b>	<b>86 189 €</b>

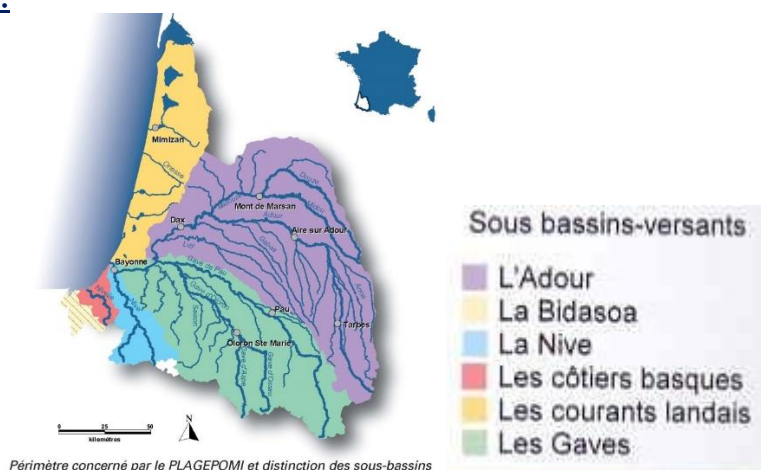
<sup>[1]</sup> salaires, frais de missions et charges générales

**Plan de financement prévisionnel :**

	Assiette éligible	Montant	Taux
Agence de l'eau Adour-Garonne (50 % du HT) <sup>[2]</sup>	62 500 €	32 600 €	37,82 %
Région Nouvelle-Aquitaine	86 189 €	32 600 €	37,82 %
Autofinancement *	86 189 €	20 989 €	24,36 %
<b>MONTANT TOTAL</b>	<b>76 189 €</b>	<b>86 189 €</b>	

<sup>[2]</sup> relève non éligible et plancher de 400 € appliqué au coût jour

\* L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement.

**Plan de situation :**





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 17

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Comité syndical

### Type d'opération :

Biodiversité

### Intitulé de l'opération :

Suivi et entretien courant des ouvrages transversaux en rivière (seuils) de l'Institution Adour et de leurs équipements (passes à poissons, rivière de contournement et passes à embarcations).

### Zone d'influence :

Adour et affluents (32, 40, 64 et 65)

### Description de l'opération :

#### **Origine**

L'Institution Adour est propriétaire et/ou gestionnaire de 33 ouvrages transversaux en rivière (36 ouvrages en comptant ceux des barthes) ; l'objet premier de ces ouvrages transversaux est la stabilisation du fond du lit. Ceci induit des obligations au titre de la continuité écologique (franchissement piscicole) liée au classement réglementaire des cours d'eau (code de l'environnement, article L.214-17), du maintien d'un débit minimum (code de l'environnement, article L.432-5), et des obligations au titre de la sécurité de la circulation des engins nautiques non motorisés à proximité de ces ouvrages (code des transports, articles L.4241-1 et L.4241-2).

#### **Buts**

- Assurer le suivi et l'entretien des ouvrages et de leurs équipements pour assurer leur pérennité dans le temps ;
- Assurer la libre circulation des poissons migrateurs, en termes d'équipements de franchissement (montaison et dévalaison) par l'entretien des équipements (obligation de résultat) ;
- Assurer la sécurité de la circulation des engins nautiques non motorisés à proximité des ouvrages.

#### **Contenu**

Mettre en œuvre le suivi et l'entretien des ouvrages et des dispositifs de franchissement (piscicole et embarcations), sous la responsabilité unique de l'Institution Adour, en régie ou en faisant appel à plusieurs prestataires.

Pour le suivi des ouvrages et l'entretien léger, l'organisation est la suivante :

- visites de l'Institution Adour de l'ensemble des ouvrages tous les mois ou à la suite d'un événement hydrologique exceptionnelle ;
- visites de suivi complémentaires :
  - Adour 40 : conventions avec la FDAAPPMA des Landes et des AAPPMA locales ;
  - Adour 65 : convention avec le Départemental 65 ;

- Gave de Pau : marché après mise en concurrence avec Béarn-Solidarité (association de réinsertion de qualification professionnelle) ;
- Barthes : conventions avec les ASA.

Pour l'entretien des ouvrages (enlèvement des embâcles et nettoyage de la végétation) ou l'aménagement de petit équipement, les travaux sont réalisés par des prestataires extérieurs (marché à bon de commande et consultation).

#### Interventions antérieures :

- Avant 2008, le suivi était assuré, par divers services (Institution Adour dans le 32 et le 40, CATER du Département 65 dans le 65, DDE et association d'insertion dans le 64). Une réorganisation du suivi est intervenue en 2009 ;
- Signalisation des seuils du gave de Pau pour les embarcations 2014 et 2018 ;
- Signalisation des seuils de l'Adour landais pour les embarcations 2018 et 2020.

#### Échéance - Délais :

Courant 2023

#### Coût de l'opération :

Missions	Dpt.	Intervenant	Modalité	Montant HT
Suivi des ouvrages	40	* FDAAPPMA40 * AAPPMA et ASA associées	Convention	Gracieux
	32	AAPPMA associées	Convention	Gracieux
	65	Département 65	Convention	Gracieux
	64	Béarn-Solidarité	Consultations (marché public)	12 000
Entretien ponctuel des ouvrages	40	Prestataires extérieurs (consultation)	Consultations (marché public)	~1 500 € (variable selon les années)
	65			~5 000 € (variable selon les années)
	32			~500 € (variable selon les années)
	64			~4 000 € (variable selon les années)
Maintenance régulière des ouvrages	Tous	Prestataires extérieurs (consultation)	Consultations (marché public)	~1 500 €/ouvrage
<b>TOTAL</b>				<b>66 500 €</b>

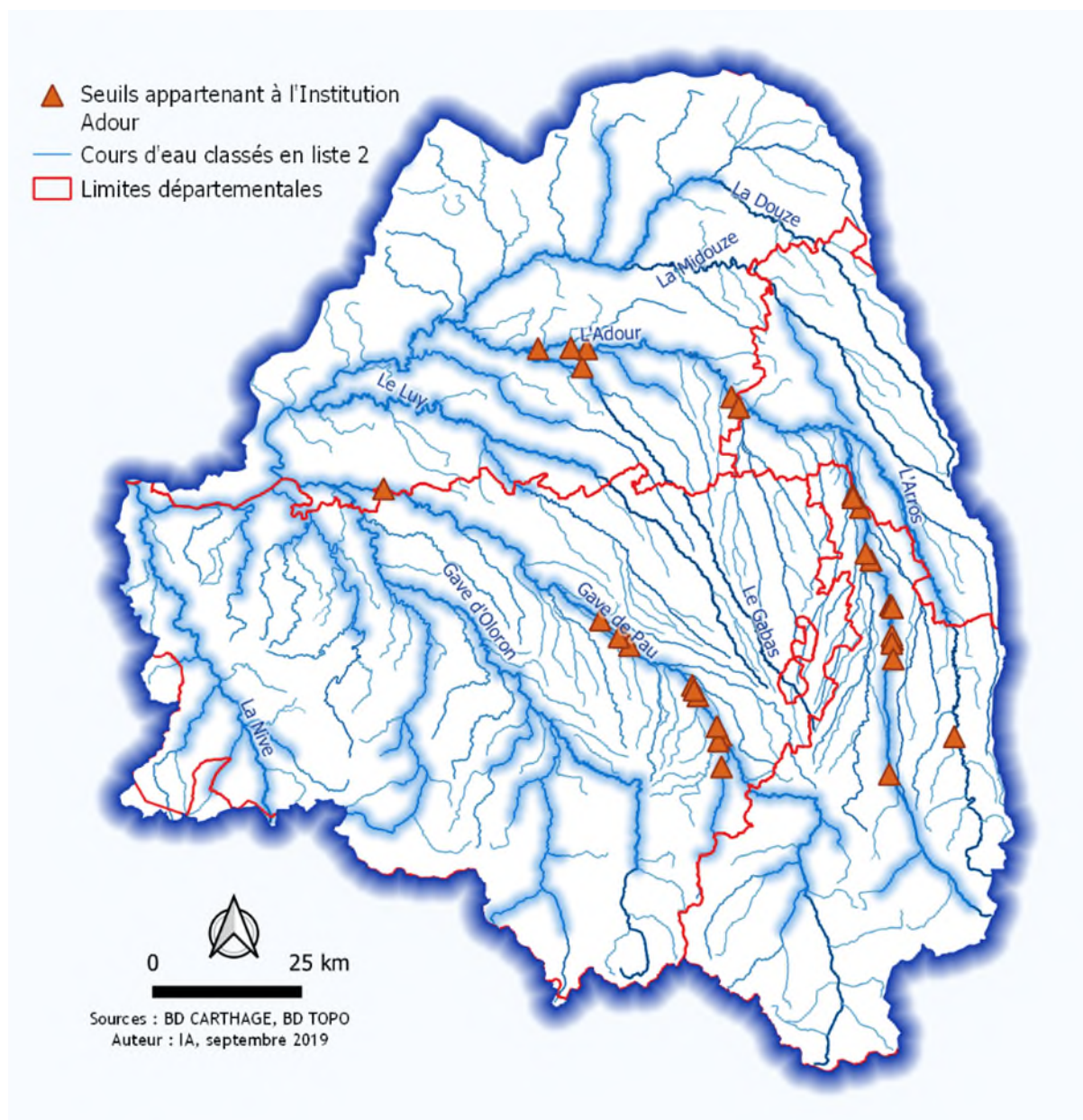
#### Plan de financement prévisionnel :

Chaque Département financera, au travers de l'Institution Adour, les travaux touchant aux ouvrages relevant de son territoire.

Département	Montant (en € HT)
Gers	3 000 €
Landes	11 500 €
Pyrénées-Atlantiques	34 500 €
Hautes-Pyrénées	17 500 €
<b>TOTAL</b>	<b>66 500 €</b>



### Plan de situation :





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 18

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Biodiversité

### Intitulé de l'opération :

Animation de la Maison de l'eau et mise en œuvre du plan de gestion

### Zone d'influence :

PETR Pays du Val d'Adour et collectivités voisines (Tarbes, Aire-sur-l'Adour, Pau, Auch)  
Influence sur les départements 32, 65, 64 et 40

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Réhabilitation d'un ancien site d'extraction de granulats

#### **Buts**

- Mise en œuvre du plan de gestion (2017-2024) ;
- Mise en place d'un programme de formation technique vers les techniciens, les élus et les animateurs du territoire.

#### **Contenu**

- Travaux d'entretien et d'aménagement du site naturel ;
- Communication sur les enjeux liés à l'eau (plaquette, presse, site web, revues, bibliographie, etc.) ;
- Support de formation (techniciens rivière CFPPA Lannemezan, stagiaires 1<sup>re</sup> GMNF, BTS GPN, ...) ;
- Programme de formation techniciens, élus, tous publics ;
- Animations de sensibilisation à l'environnement pour les jeunes (établissements scolaires, centres de loisirs, espaces jeunes) ;
- Information tous publics sur les enjeux liés aux cours d'eau (Adour et affluents) ;
- Initiation à l'environnement tous publics (programme d'animations mensuelles, journée mondiale des zones humides, programme d'animations estival, etc.) ;
- Suivis naturalistes (cistudes, oiseaux, reptiles).

### Interventions antérieures :

- Animation de la Maison de l'eau sur la période 2006-2022 ;
- Plans de gestions antérieurs

### Échéance - Délais :

Mise en œuvre au long de l'année 2023



**Coût de l'opération : 113 573 € HT / 114 103 € TTC**

	Régie	Frais indirects	Prestations extérieures	Total
Animation / sensibilisation	30 676 €	4 595 €	24 729 €	60 000 €
Mise en œuvre du plan de gestion	17 328 €	3 465 €	33 310 €	54 103 €
Total	48 004 €	8 060 €	58 039 €	114 103 €

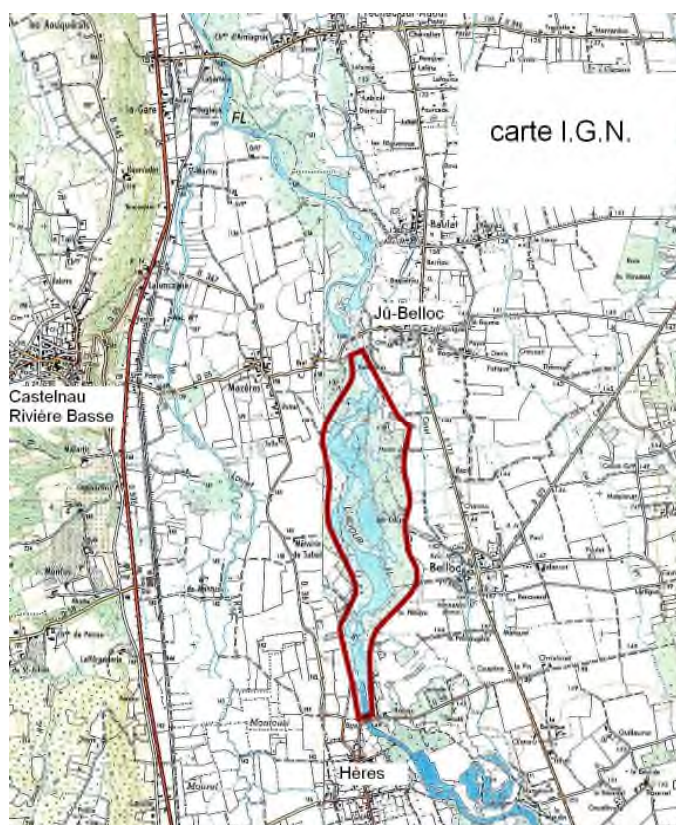
**Plan de financement prévisionnel :**

	Animation / sensibilisation	Mise en œuvre du plan de gestion	Total
Agence de l'eau Adour Garonne	18 000 €	26 787 €	44 787 €
Région Occitanie	12 000 €	7 625 €	19 625 €
Leader (Europe)	18 000 €		18 000 €
Autofinancement *	12 000 €	19 691 €	31 691 €
Montant total	60 000 €	54 103 €	114 103 €

\* dont 14 188 € financé au titre des charges générales de fonctionnement

Reste à financer 17 503 € :

Département 32 (45%)	Département 40 (15%)	Département 64 (15%)	Département 65 (25%)
7 876,00 €	2 625,50 €	2 625,50 €	4 376,00 €

**Plan de situation :**





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 19

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource - Quantité

### Intitulé de l'opération :

Suivi du PGE Adour amont pour la campagne d'étiage 2022 et analyse de l'évolution interannuelle, et mise en œuvre des actions du PGE et participation à diverses réunions lors de l'étiage 2023.

Suivi de la mise en œuvre de la DIG Adour amont pour l'année 2023.

### Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour : Hautes-Pyrénées, Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques.

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Suivi du PGE Adour amont selon le cahier des charges élaboré par l'Agence l'Eau et la DREAL de bassin Adour-Garonne, définissant trois types de descripteurs et indicateurs :

1. De contexte
2. De moyens
3. De résultats.

L'Institution Adour est gestionnaire de 29 réservoirs (dont 24 réservoirs en propriété) sur tout le bassin versant de l'Adour (BV Adour, BV Midouze et BV Luys/Louts), pour le soutien d'étiage et la compensation des prélèvements.

L'Institution Adour a porté le dossier pour la gestion globale des réserves sur l'Adour en amont d'Aire (arrêtés interpréfectoraux de DIG et DUP Adour amont signés en janvier 2014 et prorogés en 2019), dossier comprenant 2 volets : 1/ mise en place d'une redevance de service ; 2/ équipements des prises d'eau des principaux canaux.

#### **Buts**

Évaluation des impacts de la mise en œuvre des actions du PGE Adour amont.

#### **Contenu**

- Rapport de suivi annuel du PGE Adour amont et évaluation pluriannuelle :  
Renseignement d'une série de descripteurs et indicateurs selon le cahier des charges visé ci-dessus :
  - o recueil et synthèse de données, tableaux et cartographie, élaboration du rapport
- Institution Adour acteur central dans la gestion de l'eau :
  - o animation des commissions de gestion sur chaque axe réalimenté rassemblant les usagers et partenaires institutionnels ;
  - o participation aux comités départementaux de l'eau, comités sécheresse, ..., réflexions sur les évolutions des arrêtés " plans de crise " et participation aux groupes de travail réunis sous l'égide de l'État.

- Suivi de la mise en œuvre de la DIG Adour amont :
  - o suivi des évolutions des autorisations pour adaptations/corrections des redevances 2015 à 2021 ;
  - o les services de l'Institution Adour suivent l'entretien et la maintenance des équipements de mesures pour valider leur pérennisation ou évolution avec le prestataire de service, et en concertation avec les acteurs locaux (services de l'État, syndicat de rivière, propriétaires riverains).

#### Interventions antérieures :

Suivi des étiages de 2003 à 2021 ainsi que de l'analyse et de l'évolution interannuelle.

#### Échéance - Délais :

12 mois (suivi annuel)

#### Coût de l'opération : 31 355 € TTC (30 821 € HT)

- L'ensemble de ces missions représente 0,4 ETP réparti comme suit
  - 65 jours suivi PGE et traitement des données
  - 15 jours suivi DIG
  - 8 jours pour le suivi administratif du dossier (montage et suivi financier, facturation DIG)

Soit 22 459 € de temps de travail Institution Adour,

- Des frais indirects pour 7 696 € TTC (7 362 € HT) (frais de missions, frais de structure, ...)
- Des frais de reproduction, frais de diffusion pour 1 200 € TTC (1 000 € HT)

#### Plan de financement prévisionnel :

	Montant
Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	15 410 €
Autofinancement *	15 945 €
<b>Montant total</b>	<b>31 355 €</b>

\* financés au titre des charges générales de fonctionnement.





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 20

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource - Quantité

### Intitulé de l'opération :

Suivi du PGE Luys/Louts pour la campagne d'étiage 2022 et analyse de l'évolution interannuelle, et mise en œuvre des actions et participation à diverses réunions lors de l'étiage 2023 sur les bassins versants des Luys et du Louts.

### Zone d'influence :

Bassins versants des Luys et du Louts : Landes et Pyrénées-Atlantiques.

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Le Plan de gestion des étiages (PGE) des bassins des Luys et du Louts a été validé en 2012.

Un suivi du PGE Luys/Louts est réalisé selon le cahier des charges élaboré par l'agence de l'eau et la DREAL de bassin Adour-Garonne, définissant trois types de descripteurs et d'indicateurs :

1. de contexte
2. de moyens
3. de résultats

L'Institution Adour est gestionnaire de 29 réservoirs (dont 24 réservoirs en propriété) sur tout le bassin versant de l'Adour (BV Adour, BV Midouze et BV Luys/Louts), pour le soutien de l'étiage et la compensation des besoins.

#### **Buts**

Évaluation des impacts de la mise en œuvre des actions du PGE Luys/Louts

#### **Contenu**

- Renseignement d'une série de descripteurs et indicateurs : recueil et synthèse de données, tableaux et cartographie, élaboration du rapport,
- Participation de l'Institution à l'animation des commissions de gestion de rivière, à la mise en œuvre des actions du PGE, ...

### Interventions antérieures :

- Élaboration du PGE Luys/Louts élaboré en 2013
- Études multicritères sur les solutions des Luys amont en 2015
- Suivi des PGE Luys/Louts pour les étiages 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 ainsi que de l'analyse et de l'évolution interannuelle.

**Échéance - Délais :**

Douze mois (suivi annuel)

**Coût de l'opération : 7 053 € TTC (6 853 € HT)**

- L'ensemble de ces missions représente 0,10 ETP réparti comme suit
  - 16 jours suivi PGE et traitement des données
  - 2 jours pour le suivi administratif du dossier

Soit 4 461 € de temps de travail Institution Adour,

- Des frais de missions et frais de structure pour 1 392 € HT
- Des frais de reproduction, frais de diffusion pour 1 200 € TTC (1 000 € HT)

**Plan de financement prévisionnel :**

	Montant
Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	3 427 €
Autofinancement *	3 626 €
<b>Montant total</b>	<b>7 053 €</b>

\* financés au titre des charges générales de fonctionnement.





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 21

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource

### Intitulé de l'opération :

Gestion de la part non valorisée du Gabas (année 2022)

### Zone d'influence :

Gabas, Lees réalimentés, Adour40 ;  
sur 4 départements : Hautes-Pyrénées, Gers, Landes et Pyrénées-Atlantiques

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Non valorisation totale de la part du volume du réservoir du Gabas dédiée à la compensation des prélèvements agricoles, sur la partie Hautes-Pyrénées (pas de demande locale) et sur la partie Pyrénées-Atlantiques (retard dans la constitution des réseaux à l'origine, en lien avec le remembrement préalable à la construction de l'autoroute A65, puis changement depuis quelques années des conditions et taux d'éligibilité freinant la constitution de ces réseaux)

#### **Buts**

Assurer l'équilibre financier de la gestion du réservoir du Gabas

#### **Contenu**

L'arrêté interpréfectoral portant règlement d'eau du réservoir du Gabas prévoit la valorisation de la partie du volume dédiée à la compensation des prélèvements agricoles selon le schéma suivant :

En hectares	Gabas		Lées		Disponible
	souscriptible	souscrit	souscriptible	souscrit	
Département 65	250	0	0	21	229
Département 64	2390	1243	2350	2036	909
Département 40	1000	1140			
Département 32	0		250	565	
Totaux	3640		2600		1138



Reliquat Pyrénées-Atlantiques :

- valorisation partielle du reliquat Pyrénées-Atlantiques sur la partie landaise du Gabas (limite départementale) de 2009 à 2012 (délibérations antérieures)
- transfert de 1,6 Mm<sup>3</sup> vers les Luys de France et de Béarn dans cadre du PGE Luys-Louts : abandonné en 2018 compte tenu du non co-financement public vers un sous-bassin « en équilibre » ; valorisation du reliquat en cours sur bassin versant du Gabas 64

Reliquat Hautes-Pyrénées :

En 2017 : réunions préalables avec la chambre d'agriculture 65 et le conseil départemental 65 pour valorisation locale ; en l'absence, proposition d'un transfert supplémentaire du via les Lees pour soutien Adour amont : refus des DDT 32 et 65.

Dans le cadre de la négociation pour le renouvellement de l'exploitation des réservoirs pour la période 2019 à 2023, le nouveau contrat de concession prévoit que l'exploitant facture à l'Institution Adour ces volumes non valorisés, afin de ne pas alourdir davantage la redevance auprès des préleveurs actuels.

Cette facturation est établie selon la structure de redevance proposée par l'Institution Adour, sur la base des coûts unitaires des parts fixe et proportionnelle - à concurrence de la consommation moyenne annuelle sur les sous-bassins Gabas et Lees, soit sur la base de la consommation moyenne interannuelle (54 % du quota), un montant de 62 654,74 € HT (prix 2020), majorée de la TVA à 5,5 %, soit un montant indicatif de 66 100,75 € TTC (2020).

Ce montant est actualisé selon la formule d'actualisation des prix :

$$UT=UT0 (0,28 + 0,45 S/S0 + 0,07 EI/EI0 + 0,2 FSD2/FSD20)$$

et sera ajusté chaque année en fonction de la consommation réelle sur ces sous-bassins.

Échéance - Délais :

12 mois (suivi annuel)

Coût de l'opération : 63 498,73 € TTCPlan de financement prévisionnel :

	Disponible	Montant TTC
Département 65	229 ha - 222 588 m <sup>3</sup>	14 977,67 €
Département 64 ( <i>dont correction surfacturation sur part variable 2021</i> )	753,04 ha - 731 955 m <sup>3</sup>	48 521,06 €
<b>Montant total</b>	<b>982,04 ha - 954 543 m<sup>3</sup></b>	<b>63 498,73 €</b>





## FICHE DE PROPOSITION n° 22

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

**Type d'opération :**

Ressource - Quantité

**Intitulé de l'opération :**

Gestion de la prise d'eau de la Gespe 2023 (et rattrapage 2022)

**Zone d'influence :**

Adour amont, canal de la Gespe (et son réseau de canaux secondaires), Echez, sur le département des Hautes-Pyrénées

**Description de l'opération :**

**Origine**

Gestion technique et financière de la prise d'eau assurée par le syndicat mixte de gestion de la Gespe : 50 % Département des Hautes-Pyrénées, 50 % communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP) et communauté de communes de la Haute-Bigorre (CCHB).

Dissolution du syndicat mixte pour la gestion de la Gespe (SMGG) en 2019 (délibération du 9 avril et arrêté préfectoral du 25 juillet, avec date d'effet au 30 septembre).

Après discussion, la dévolution de l'actif, passif et personnel a été réalisée selon deux pôles d'activités :

- l'une relevant de la mission historique et principale du réseau hydrographique de la Gespe, à savoir l'alimentation en eau et la répartition de celle-ci en période d'étiage en lien avec les problématiques de prélèvements et usages autorisés (sous la responsabilité de l'Institution Adour),
- l'autre concernant les questions relatives à la prévention du risque inondation ainsi que la gestion et l'entretien des milieux aquatiques du réseau anciennement géré par le syndicat dissout (sous la responsabilité du syndicat mixte Adour amont - SMAA).

Par délibération du comité syndical n°68-2019 en date du 25 septembre 2019, il a été décidé d'intégrer à l'actif de l'Institution Adour la prise d'eau Hiis (Rojo), pour la valeur des travaux annexés à l'arrêté préfectoral, sous réserve de la vérification des titres et usages pesant sur l'ouvrage et sous réserve de la production du passif égal à zéro.

Concernant le personnel attaché à la gestion du canal (CDD temps non complet 16% - échéance au 21 mars 2020), par délibération n°41-2019 en date du 21 juin 2019, le comité syndical a modifié le tableau des effectifs et ouvert un poste à temps non complet sur une quotité de 6/35ème. Cet agent intervenant tant sur la période d'étiage que hors étiage, pour assurer la régulation de la prise d'eau du canal de la Gespe.

**Buts**

Assurer la continuité et la pérennité de la maintenance et de la gestion technique de la prise d'eau de la Gespe pour la répartition des débits en étiage entre l'Adour et l'Echez dans le cadre de la gestion globale de la ressource sur l'Adour en amont d'Aire

**Contenu**

Assurer la maintenance technique de l'ouvrage et la prise en charge des charges de gestion de la prise par un salarié à temps partiel.

Ces charges seront intégrées à moyen terme dans le nouveau dossier d'enquête publique en projet pour l'application d'un nouveau cadre pour la gestion globale et concertée sur le territoire de l'Adour et de l'Echez en amont d'Aire-sur-l'Adour (nouvelle déclaration d'intérêt général DIG et déclaration d'utilité publique DUP) ; les charges seront ainsi réparties sur les futurs redevables de la nouvelle DIG.

Le reste à charge de l'EPTB reste financé par le département des Hautes-Pyrénées, jusqu'à une prise en compte au titre de la future DIG Adour amont.

**Echéance - Délais :**

12 mois (suivi annuel)

**Coût de l'opération : 10 500 € TTC**

	Montant €
Frais de gestion	2 000 €
Poste à temps partiel 6/35 <sup>ème</sup>	8 500 €
<b>Montant total</b>	<b>10 500 €</b>

**Plan de financement prévisionnel :**

	Montant
Département 65	10 500 €





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 23

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Quantité /renforcement de la ressource

### Intitulé de l'opération :

Frais de gestion 2022 du pré-stockage foncier sur les projets de réservoirs

### Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour : Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Volet quantitatif du SAGE Adour amont - PGE Adour amont, volet quantitatif du SAGE Midouze, validés par les commissions locales de l'eau (CLE) ou comités d'élaboration puis par l'État, Projet de territoire du Midour et sa mise en œuvre du programme d'actions validé en 2020.

#### **Buts**

Dans le cadre de la mobilisation de ressources foncières pour mener à bien ses différents projets d'investissements, l'Institution Adour signe des conventions cadres de concours technique avec la SAFER Occitanie et la SAFER Aquitaine Atlantique. Les « SAFER » mènent donc pour le compte de l'Institution Adour une action de gestion, échange et mise en valeur des biens relative aux stockages. En plus du prix principal d'acquisition et des frais d'acquisition, la SAFER facture donc chaque année à l'Institution Adour des frais généraux correspondant aux charges de structures liées au stockage et des frais de gestion temporaire correspondant aux charges inhérentes à la qualité de propriétaire (impôts fonciers, assurances, travaux, etc.).

Le taux des frais généraux liés au stockage est fixé annuellement par le Ministère de l'Agriculture et ce taux sera appliqué chaque année au prix principal en stock des réserves foncières constituées (pour 2020 1,33%).

Les frais de gestion temporaire sont fixés par les conventions et sont estimés à 1,5 % HT du prix principal d'acquisition.

Il peut aussi y avoir des frais financiers lorsque la collectivité ne préfinance pas sous forme d'avances financières à disposition de la SAFER pour l'acquisition des stocks. A défaut d'avances, ils seront facturés HT au taux Euribor 3 mois + 1,5 point (pour 2020 : 1,1772 %).



**Estimation des frais de gestion 2022 à financer en 2023 :**

Projet	Estimations des frais généraux, de gestion temporaire et frais financiers	Département 40	Département 32	Département 65
Mondebat	25 500 €	15 300 €	10 200 €	
Tailluret	550 €	550 €		
Corneillan	900 €		900 €	
Ousse	10 000 €		2 000 €	8 000 €
Géline	12 000 €		2 400 €	9 600 €
Louet 2	11 000 €		5 500 €	5 500 €
<b>MONTANT TOTAL</b>	<b>59 950 €</b>	<b>15 850 €</b>	<b>21 000 €</b>	<b>23 100 €</b>







**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 24

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource - Qualité

### Intitulé de l'opération :

Suivi 2022 de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'étéage

### Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour : Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

### Description de l'opération :

#### *Origine*

Demande de suivi qualitatif de l'eau des réservoirs de soutien d'étéage  
Application des préconisations des arrêtés d'autorisation des réservoirs

#### *Buts*

- Suivi de la qualité des eaux restituées à l'aval des réservoirs de soutien d'étéage de l'Institution Adour, et éventuel suivi des eaux entrantes, pour mesurer les impacts éventuels et envisager des éventuelles mesures de gestion correctrices ;
- Suivi des développements (bloom) de cyanobactéries ;
- Évaluation de la qualité des réservoirs.

#### *Contenu*

- Suivi de la qualité des eaux restituées par le réservoir d'Hagetmau (BV du Louts) - réservoir n'ayant jamais fait l'objet d'un suivi donc 1<sup>ère</sup> année de suivi en 2023 ;
- Suivi de la qualité des eaux restituées par les réservoirs de l'Ayguelongue et du Balaing (BV des Luys) - complétude des suivis précédemment réalisés très partiels et anciens - réaliser un suivi complet en 2023 en lien avec les problématiques de qualité des eaux sur le BV des Luys ;
- Suivi de la qualité des eaux en lien avec le réservoir de La Barne en application de l'arrêté d'autorisation (BV de l'Adour amont) ;
- Au besoin, comme chaque année, réalisation de prélèvements et d'analyses dans le cadre du suivi des cyanobactéries sur les lacs de l'Institution Adour.

### Interventions antérieures :

- Campagne 2010 : suivi de la qualité des eaux des réservoirs de Tailluret et Charros ;
- Campagne 2011 : suivi de la qualité des eaux de 10 barrages dont 4 à la charge de la CACG (Latrille, Lourden, Fargues, Ayguelongue) ;
- Campagne 2012 : suivi de la qualité des eaux de 7 barrages dont 2 à la charge de la CACG ; suivi de la quantité et qualité des sédiments de deux barrages : Charros et Tailluret ;

- Campagne 2013 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs de Charros, Tailluret et Lourden ; diagnose rapide des réservoirs de Charros et Tailluret. Évaluation des sédiments par carottage pour les réservoirs de Charros et Tailluret ;
- Campagne 2014 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs du Lourden, Brousseau et Miramont ; diagnose rapide des réservoirs du Lourden, Brousseau et Coudures ; suivi des eaux des bassins versants des réservoirs du Lourden et Coudures ;
- Campagne 2015 : Suivi des réservoirs de La Barne et Cassagnaou en application des arrêtés d'autorisation ;
- Campagne 2016 : Suivi des réservoirs de La Barne et Cassagnaou en application des arrêtés d'autorisation, et diagnose rapide sur le réservoir de Latrille (convention avec l'ASA de Bégorre). Analyse des sédiments du réservoir d'Arthez ;
- Campagne 2017 : Suivi du réservoir de La Barne en application de l'arrêté d'autorisation ;
- Campagne 2018 : Suivi des réservoirs de La Barne et Cassagnaou en application des arrêtés d'autorisation, suivi des eaux restituées par le réservoir d'Arthez d'Armagnac ;
- Campagne 2019 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs du Louet et du Gabas ;
- Campagne 2020 : Suivi de la qualité des eaux du lac de La Barne en application de l'arrêté d'autorisation ; suivi des eaux restituées par les réservoirs du Louet et du Gabas ;
- Campagne 2021 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs de l'Arrêt-Darré et de Tillac ;
- Campagne 2022 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs de l'Arrêt-Darré et de Tillac.

#### Échéance - Délais :

12 mois (suivi annuel)

#### Coût de l'opération : 42 322 € TTC (37 189 € HT)

- Prestations externes de suivi de la qualité des eaux restituées et des milieux aval : 24 000 € TTC (20 000 € HT)
- Analyses ponctuelles sur les cyanobactéries : 5 000 € TTC (4 167 € HT)
- Suivi technique du dossier en régie : 13 322 € TTC (13 022 € HT)

#### Plan de financement prévisionnel :

	Prestations externes	Suivi technique	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	12 084 €	6 511 €	18 595 €
Autofinancement	16 916 € *	6 811 € **	23 727 €
<b>Montant total</b>	<b>29 000 €</b>	<b>13 322 €</b>	<b>42 322 €</b>

\*financés par les usagers préleveurs (essentiellement agricoles) au travers de la redevance

\*\* financés au titre des charges générales de fonctionnement.





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 25

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource

### Intitulé de l'opération :

Suivi écologique et entretien sur le site du réservoir de La Barne

### Zone d'influence :

Gers : communes de Jû-Belloc et Plaisance-du-Gers

### Description de l'opération :

#### **Origine**

- Création du réservoir de soutien d'étiage de La Barne et mise en eau en 2015, avec mise en œuvre de plantations compensatoires sur des parcelles appartenant à l'Institution Adour sur le site autour du lac ;
- Plan de gestion du site du lac de La Barne rédigé en 2020.

#### **Buts**

Entretien des parcelles ayant fait l'objet de mesures ou plantations compensatoires.

#### **Contenu**

Lors de la construction du réservoir de soutien d'étiage de La Barne en 2014-2015 sur les communes de Jû-Belloc et Plaisance-du-Gers (32), l'Institution Adour a mis en œuvre des mesures compensatoires écologiques (cf. carte)

Ces mesures ont porté notamment sur la mise en place de deux hibernaculums pour les reptiles, et sur la plantation de haies, arbustes et arbres afin de compenser les habitats détruits. De même, une mare à amphibiens a été créée en amont de la retenue ainsi qu'une zone humide à l'aval de la retenue.

L'objet de l'opération est de réaliser un entretien de la végétation présente au niveau des plantations compensatoires, des hibernaculums, de la zone humide artificielle et d'une dépression humide créée par les travaux, afin d'assurer leur fonctionnalité.

De plus, un état des lieux écologique des espèces et habitats présents sur le site sera également réalisé.

### Interventions antérieures :

- Entretien de la végétation de la zone humide à l'aval du lac ;
- Entretien des deux hibernaculums ;
- Plan de gestion du site mis à jour en 2020.

### Échéance - Délais : 1 an

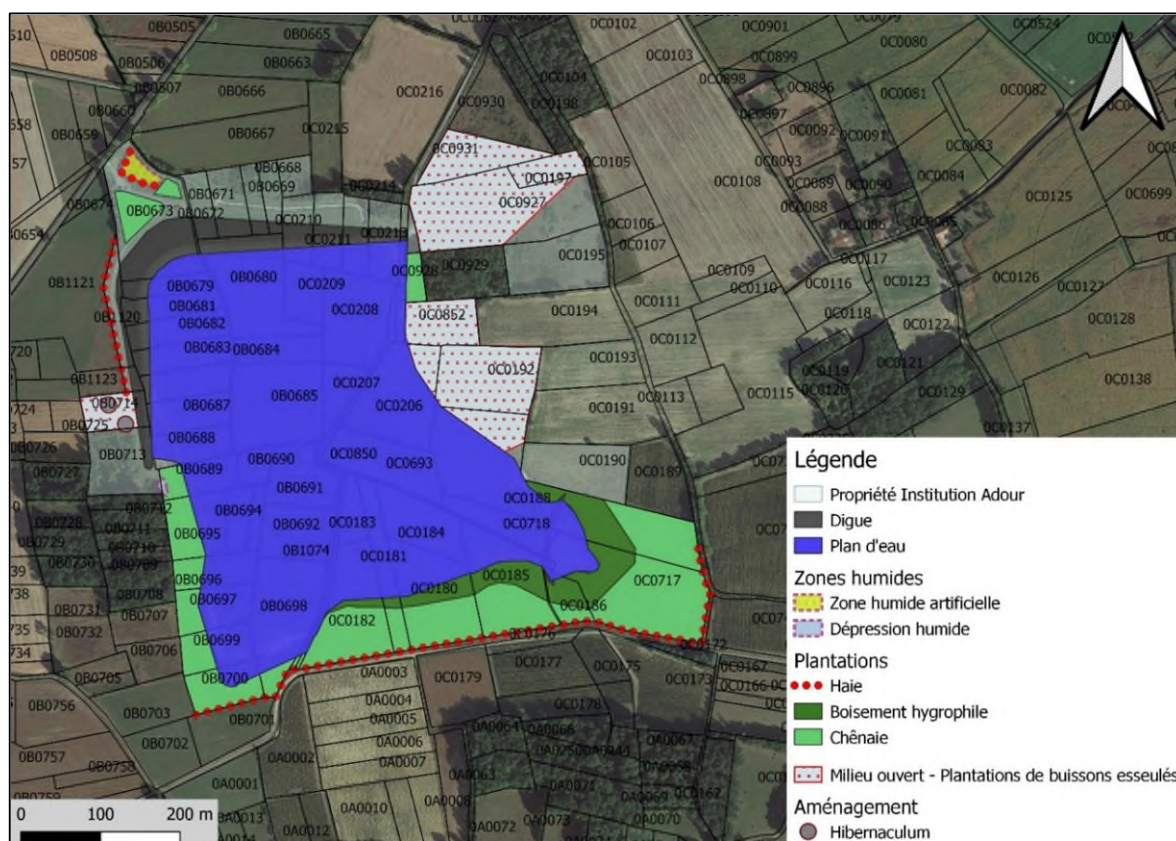


**Coût de l'opération : 12 000 TTC**

**Plan de financement prévisionnel :**

	Taux	Montant
Département du Gers	100%	12 000 €

**Plan de situation :**





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 26

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource

### Intitulé de l'opération :

Etat des lieux des réservoirs de soutien d'étiage propriété du Département du Gers en vue du renouvellement du contrat d'exploitation.

### Zone d'influence :

Territoire des Nestes et Rivières de Gascogne

### Description de l'opération :

Le Département du Gers est propriétaire de 5 réservoirs de soutien d'étiage établis sur des cours d'eau du territoire des Nestes et Rivières de Gascogne : Astarac, Candau, Lizet, Saint-Laurent, Bousquetara.

Ces ouvrages sont exploités par la CACG en concession de service public dans le cadre d'un contrat arrivant à échéance le 31 décembre 2023.

Le Département du Gers ne disposant pas des ressources humaines capables d'appréhender les volets techniques relatifs à l'état actuel de ces ouvrages et aux nécessités de travaux de maintenance et renouvellement, il sollicite l'Institution Adour afin que ses agents lui apportent :

- un appui technique sur l'état des ouvrages à la sortie de la concession,
- des éléments de discussions et négociation avec le délégataire actuel sur la remise en état éventuelle des ouvrages,
- un regard sur le prochain plan de renouvellement / maintenance à mettre en place dans le cadre d'un futur contrat.

### Contenu animation

Cette expertise a été estimée à 7 jours d'agents de l'Institution Adour, répartis comme suit :

- 5 jours d'analyse documentaire pour appréhender les ouvrages, leurs équipements et leur état, en vue de préparer la visite de terrain,
- 2 jours pour visiter les 5 ouvrages.

### Interventions antérieures :

Même type d'appui et expertise de l'Institution Adour auprès de l'ASA de la région de Garlin et l'ASA de l'Aubin lors de la renégociation de l'exploitation de leurs ouvrages en 2016 et 2017, et groupement de commande avec communauté de communes des Luys en Béarn lors de la renégociation de l'exploitation de son réservoir en 2018

### Echéance - Délais : 1<sup>er</sup> semestre 2023



Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023



ID : 040-254002264-20230125-230125H1774H1-DE

**Coût de l'opération : 2 288 €**

**Plan de financement prévisionnel :**

	Taux	Participation
Département du Gers	100%	2 288€





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 27

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire Compétences historiques	Comité syndical Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Animation territoriale - Ressource en eau

### Intitulé de l'opération :

Animation et mise en œuvre de la feuille de route pour la stratégie de gestion quantitative de la ressource en eau

### Zone d'influence :

Bassin de l'Adour

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Le président du comité de bassin a mandaté (en novembre 2021) les EPTB pour assurer la coordination à l'échelle des grands sous-bassins dans le cadre de la stratégie territoriale ; il a invité l'Institution Adour à proposer en juin 2022 une feuille de route opérationnelle pour la période 2022-2027 déclinant les 5 axes de la stratégie de retour à l'équilibre décidé au comité de bassin du 15 septembre 2021. La première version de la feuille de route a été présentée au comité de bassin Adour-Garonne du 29 juin 2022 ; une version amendée a ensuite été remise et présentée de manière synthétique au comité de bassin Adour-Garonne du 9 décembre 2022.

#### **Buts**

Cette stratégie doit restaurer l'équilibre entre les milieux et les usages, et est nécessaire pour :

- répondre à l'objectif commun d'équilibre quantitatif de l'eau prenant en compte le changement climatique ;
- restaurer la confiance entre les acteurs et lever les freins pour accélérer la mise en œuvre des leviers ;
- engager dès à présent des actions nécessaires pour le long terme, pour répondre aux impacts du changement climatique ;
- prôner une démarche territorialisée et opérationnelle s'appuyant sur les acteurs des territoires dont les EPTB.

#### **Contenu**

Au niveau du bassin Adour-Garonne, le canevas commun de la stratégie est décliné en 5 axes :

**Axe 1** -Dynamiser la mise en place de démarches PTGE en mobilisant l'ensemble des leviers nécessaires aux besoins des territoires.

**Axe 2** -Engager des programmes d'économies d'eau et d'efficience des usages.

Pour cet axe, la stratégie Adour insiste notamment sur :

- la pérennisation des outils et données pour la gestion du soutien d'étiage,

- la déclinaison de cadres réglementaires et financiers adaptés aux ambitions des actions validées en PTGE,
- la préservation ou l'amélioration des fonctions naturelles des zones humides.

**Axe 3** -Sécuriser les prélèvements agricoles et faciliter la gestion collective de l'irrigation.

Actions s'appuyant sur les missions obligatoires et accessoires de l'organisme unique de gestion collective Irrigadour.

**Axe 4** -Réduire les périodes de gestion de crise.

Pour cet axe, la stratégie Adour insiste notamment sur :

- la poursuite de la gestion débibimétrique concertée,
- le maintien des moyens matériels et humains de l'État,
- la déclinaison des principes de la gestion de crise Adour sur les affluents réalimentés,
- l'amélioration des connaissances sur les relations nappes-rivières.

**Axe 5** -Sécuriser le soutien d'étiage et les besoins milieux/usages sur le long terme.

Les actions reposent notamment sur :

- l'évolution du modèle socio-économique de soutien d'étiage (réflexion en cours au niveau du bassin Adour-Garonne)
- la sécurisation des volumes des concessions hydroélectriques dédiés au soutien d'étiage, dont l'acceptabilité tarifaire dépend de la réflexion précédente,
- la mobilisation des retenues sans usages,
- la mobilisation de nouvelles ressources non conventionnelles (réutilisation des eaux usées traitées, gravières, transferts) ou plus traditionnelles (stockages).

Un **axe 6** gouvernance pour le suivi de la feuille de route a été introduit.

Outre l'animation globale et les actions à déployer pour la mise en œuvre de l'ensemble de la feuille de route, décrites ci-dessus, un travail dédié à la prise en compte et l'adaptation des usages et des territoires au changement climatique est envisagé à partir de cette année 2023, dans la continuité de la démarche prospective Adour 2050 qui avait été portée par l'Institution Adour jusqu'en 2020. Il s'agira pour l'année 2023 de consacrer du temps d'animation pour définir précisément les axes de travail de l'EPTB avec les partenaires financiers et partenaires locaux, et de travailler à établir les contacts et réseaux utiles pour mettre en place un travail consolidé et pérenne sur le sujet.

Les axes de travail comprendront notamment :

- actualisation des éléments de l'étude Adour 2050 au regard d'un nouveau scénario climatique plus réaliste par rapport à l'évolution prévisible du climat (selon les travaux du GIEC notamment) ;
- définition des axes de travail de l'EPTB pour les années à venir et dimensionnement ;
- redéfinition d'instances de concertation et de travail et intégration et participation aux réseaux d'acteurs ;
- liens/ accompagnement avec les territoires, acteurs et collectivités locales pour les possibilités de prise en compte de l'enjeu de l'adaptation au changement climatique dans leurs plans, stratégies, actions, etc.
- réflexions sur la possibilité de développer un axe spécifique « changement climatique » en lien avec l'observatoire de l'eau.
- etc.

De plus, afin de favoriser localement la mise en place de solutions fondées sur la nature, en complément des actions d'économies d'eau, d'adaptation des pratiques et de renforcement de la ressource, il est prévu de consacrer un temps de travail à l'enjeu de connaissance et de préservation des zones humides. Les zones humides présentent des fonctionnalités multiples et essentielles pour le cycle de l'eau ; elles sont notamment utiles pour stocker de l'eau en période de pluie et la restituer en période de basses eaux. Elles peuvent donc permettre aux territoires d'améliorer leur résilience à l'avenir face aux effets du changement climatique notamment. Ces fonctions sont tout autant utiles que menacées dans ce contexte de changement climatique.

L'Institution Adour s'est forgé une expérience et doté de compétences relatives à l'inventaire, la connaissance, et les stratégies de préservation de zones humides. Elle a constitué une base de données centralisée à l'échelle du bassin de l'Adour.



Afin de poursuivre le travail d'amélioration des connaissances et de capitalisation des données, et d'accompagnement des territoires à la prise en compte et la préservation de ces milieux, un temps d'animation est prévu en 2023. Il permettra notamment de :

- définir et dimensionner une étude d'amélioration des connaissances globale, pour aller vers un lissage à l'échelle du bassin de l'Adour les connaissances disponibles. Il s'agira notamment d'envisager l'opportunité d'un travail de prélocalisation global, en fonction des actions déjà menées au niveau local notamment ;
- suivre/accompagner les collectivités locales engagées dans des études d'inventaires et si besoin assurer le portage de ces études pour leur compte ;
- accompagner plus largement les territoires à la prise en compte et la préservation des zones humides, dans les projets d'aménagement ou les documents d'urbanisme locaux ;
- etc.

Pour l'animation de la mise en œuvre de cette feuille de route il est donc prévu pour l'année 2023, 281 jours d'animation et 18 jours d'appui directionnel qui viseront notamment :

- l'animation de la mise en œuvre de la feuille de route gestion quantitative de l'EPTB,
- la prospective adaptation au changement climatique,
- la réalisation d'un inventaire zones humides du bassin de l'Adour.

#### **NB :**

De manière transversale, tous les axes intègrent une priorité pour l'enjeu d'alimentation en eau potable, sur les aspects quantitatifs et qualitatifs. Les perspectives du changement climatique sont aussi intégrées.

#### **Interventions antérieures :**

Stratégie territoriale Adour définie avec l'agence de l'eau et l'État en 2020.

#### **Échéance - Délais :**

5 ans

#### **Coût de l'opération 2023 (année 1) : 86 118 € TTC (84 078 € HT)**

Postes de dépenses	Cout prévisionnel TTC
Animation (frais de personnel)	69 232 €
Animation (frais de missions, frais de structure)	14 486 €
<b>TOTAL</b>	<b>84 078 €</b>

#### **Plan de financement prévisionnel :**

Agence de l'eau Adour-Garonne (80% du HT)	67 262 €
Autofinancement	16 816 € *
<b>TOTAL</b>	<b>84 078 €</b>

\*L'animation est financée au travers des charges générales de fonctionnement avec l'application de la clé de répartition générale





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 28

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoires	Comité syndical

### Type d'opération :

Risques fluviaux

### Intitulé de l'opération :

Accompagnement des EPCI-FP pour le classement, les travaux et la gestion des systèmes d'endiguement - année 2023

### Zone d'influence :

- 1/Communauté de communes du Pays Grenadois (CCPG)
- 2/Communauté de communes Terres de Chalosse (CCTC)
- 3/Communauté de communes Chalosse Tursan (CCCT)

### Description de l'opération :

Dans le cadre des articles L.1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales, plusieurs EPCI-FP ont délégué à l'EPTB des actions relatives à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI.

Pour l'essentiel, cela concerne des actions relatives à l'item 5 « défense contre les inondations et conter la mer » :

- communauté de communes du Pays Grenadois : accompagnement règlementaire pour le classement des systèmes d'endiguement Loubéry / Courrèges (Grenade-sur-l'Adour) et Pénich / Laburthe (Larrivière-Saint-Savin), travaux de recul et confortement du système d'endiguement Pénich / Laburthe, exploitation des deux ouvrages
- communauté de communes Terres de Chalosse : accompagnement de l'EPCI-FP dans les choix stratégiques de classement, accompagnement règlementaire pour la digue Maisonnave / RD10 (Onard, Vicq-d'Auribat, Saint-Jean-de-Lier, Gousse)
- communauté de communes Chalosse Tursan : accompagnement règlementaire et organisationnel pour la digue du quartier de Venise (Hagetmau)

### Échéance - Délais :

Suivi annuel



**Coût de prévisionnel l'opération :**

Frais de personnels et frais de structure : 16 103 €

EPCI-FP	Action	Cout prévisionnel 2023
CCPG	Accompagnement réglementaire pour le classement des systèmes d'endiguement	1 787 €
CCPG	Travaux de recul et confortement du système d'endiguement Pénich / Laburthe*	7 389 €
CCPG	Exploitation des deux ouvrages	437 €
<b>Sous -total CCPG</b>		<b>9 613 €</b>
CCTC	Accompagnement de l'EPCI-FP dans les choix stratégiques de classement, accompagnement réglementaire pour la digue Maisonnave	4 764 €
<b>Sous -total CCTC</b>		<b>4 764 €</b>
CCCT	Accompagnement réglementaire et organisationnel pour la digue du quartier de Venise	1 726 €
<b>Sous -total CCCT</b>		<b>1 726 €</b>
<b>TOTAL</b>		<b>16 103 €</b>

*\*éligible au règlement départemental***Plan de financement prévisionnel :**

Certaines dépenses sont éligibles au règlement PI du Département des Landes à hauteur de 30 %.

Les EPCI-FP compétents financent quant à eux le reste à charge au titre de leur compétence GEMAPI au regard du temps alloué à leurs ouvrages.

EPCI-FP	Total	Éligible au règlement PI du CD 40	Aide du CD 40	À financer par EPCI-FP
CCPG	9 613 €	7 389 €	2 217 €	7 396 €
CCTC	4 764 €	0 €	0 €	4 764 €
CCCT	1 726 €	0 €	0 €	1 726 €
<b>TOTAL</b>	<b>16 103 €</b>	<b>7 389 €</b>	<b>2 217 €</b>	<b>13 886 €</b>





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 29

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Prestation d'études

### Intitulé de l'opération :

Études hydraulique et hydrologique sur le réservoir d'Arthez.  
Relevé topographique de recollement de l'ouvrage.

### Zone d'influence :

Rivières réalimentées : bassin versant du Midour

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Il n'existe pas de données hydrologiques et hydrauliques de l'ouvrage.

#### **Buts**

La réalisation d'études hydrologique et hydraulique devra permettre de déterminer les cotes des crues exceptionnelles et extrêmes ainsi que le niveau de sureté de l'ouvrage en termes de revanche en crête et dans l'évacuateur de crue. L'étude portera également sur la sensibilité aux embâcles et le calcul de la ligne d'eau dans le coursier et le bassin de dissipation.

De plus, un relevé topographique de recollement de l'ensemble de l'ouvrage et des dispositifs d'auscultation devra être réalisé au préalable pour permettre la réalisation de ces études hydrologique et hydraulique.

#### **Contenu**

Études

### Maître d'œuvre :

Institution Adour

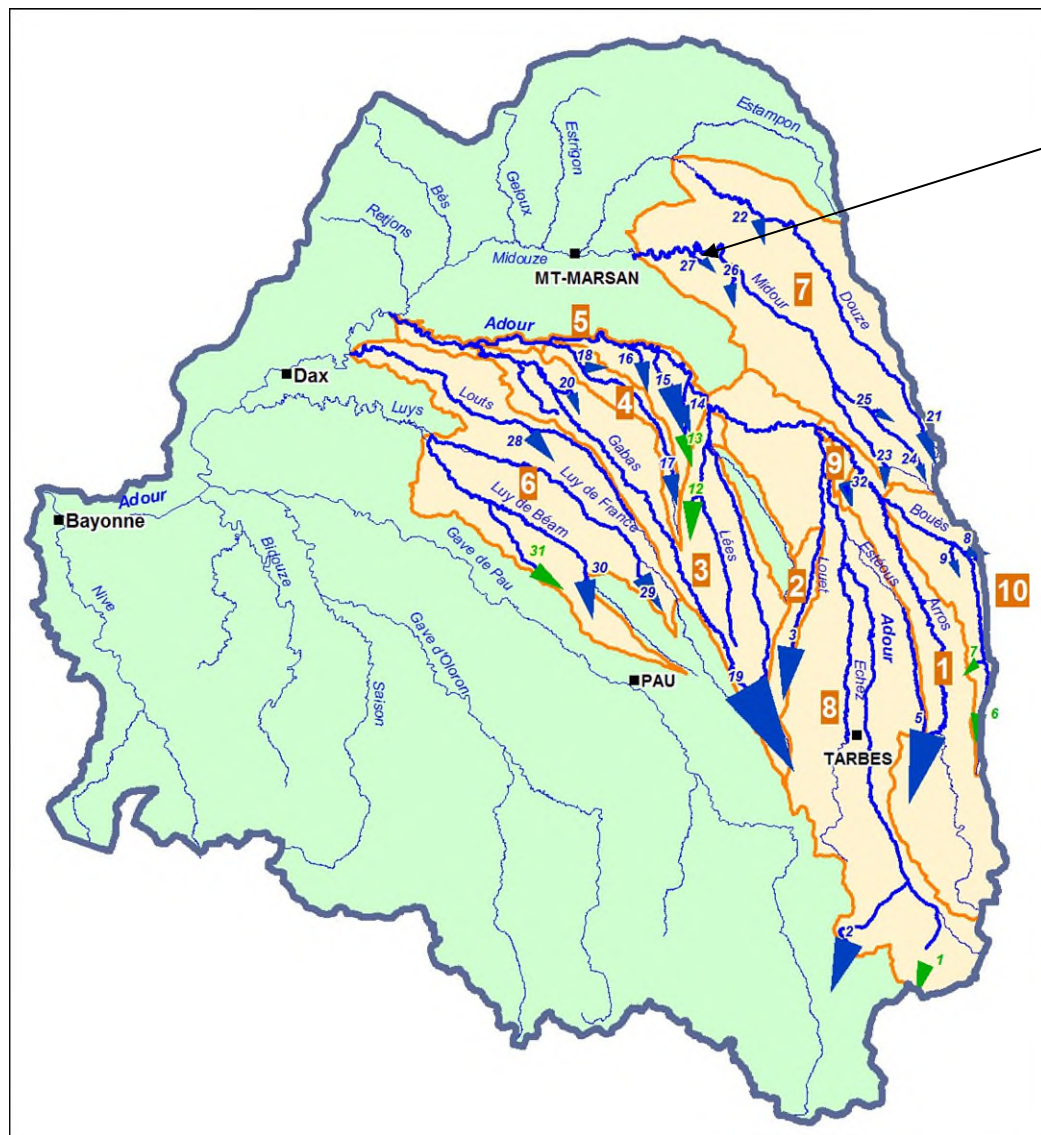
### Échéance - Délais :

31 décembre 2023

### Coût de l'opération : 10 000 € HT

Plan de financement prévisionnel :

	Taux	Montant
Département des Landes	100 %	10 000 €

Plan de situation :



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 30

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource

### Intitulé de l'opération :

Investigations géotechniques et révision de l'étude de stabilité du réservoir de l'Ayguelongue

### Zone d'influence :

Rivières réalimentées : bassin versant du Luy de Béarn

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Suite à l'étude de dangers, les préconisations actuelles en matière de calcul de stabilité sont différentes de celles retenues lors des études de conception (année 1994).

#### **Buts**

Une campagne d'investigations géotechniques et la révision de l'étude de stabilité selon les recommandations CFBR : « Recommandations pour la justification de la stabilité des barrages et des digues en remblai » doivent être réalisées.

Ces éléments sont repris par l'arrêté préfectoral n°64-20200804002 du 4 août 2020 fixant les prescriptions suite au rendu de l'étude de dangers du barrage de l'Ayguelongue.

#### **Contenu**

Études

### Interventions antérieures :

Sans objet

### Échéance - Délais :

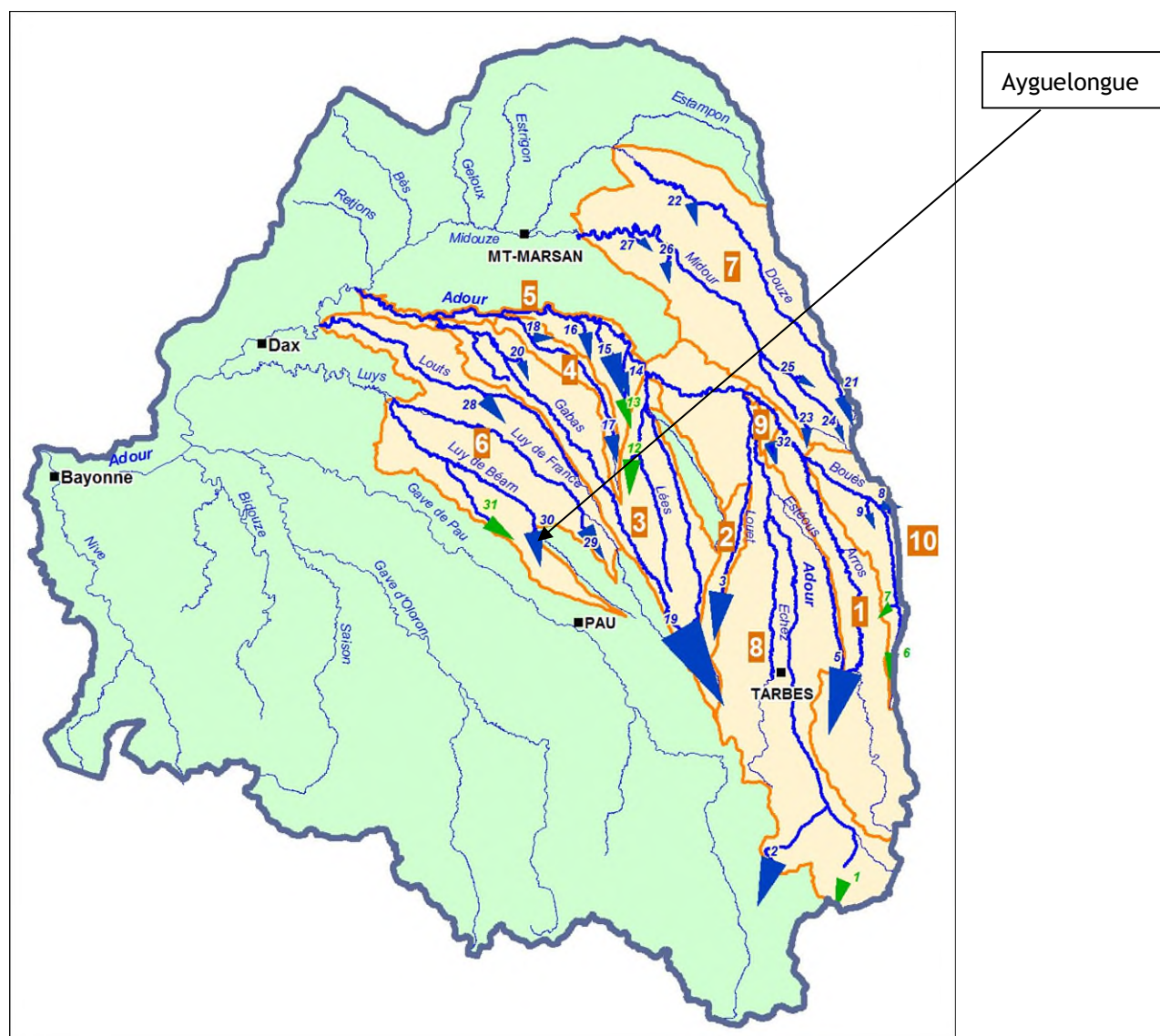
31 décembre 2023

### Coût de l'opération : 25 000 € HT



Plan de financement prévisionnel :

	Taux	Montant
Département des Landes	21,5 %	5 375 €
Département des Pyrénées-Atlantiques	78,5%	19 625 €

Plan de situation :





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 31

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource

### Intitulé de l'opération :

Élaboration d'une « nouvelle DIG » pour la gestion globale de l'Adour amont et enquête publique

### Zone d'influence :

Hautes-Pyrénées, Gers, Pyrénées-Atlantiques

### Description de l'opération :

#### *Origine - contexte*

- DIG Adour amont actuelle : élaboration de 2007 à 2012 - Enquête publique en 2013 ; arrêtés préfectoraux en janvier 2014 prorogés en janvier 2019 - Contentieux déposé par la Profession agricole 65 et 32 en 2014, clôturé en 2017 ;
- 2015 à 2017 : concertation et négociation pour élaborer les bases d'une nouvelle DIG Adour amont ;
- Études de définition des conditions d'amélioration de la gestion des eaux sur le canal d'Andrest : 2014 à 2017 ;
- 2018 : inventaire des canaux de l'Adour 32/65, portée par Irrigadour (chambres d'agriculture 32/65 et Institution Adour) ;
- 2019 : démarrage d'un état des lieux concerté sur les principaux canaux et leurs prises (identification des secteurs à enjeux) et partagé avec les acteurs (collectivités, syndicat de rivière, agriculteurs des CA et des ASA).

#### *Buts*

Établir une nouvelle gestion globale de la ressource en eau sur l'Adour (cours d'eau et nappe d'accompagnement) et ses affluents en amont d'Aire, de manière concertée avec la profession agricole, sur les bases d'une nouvelle procédure de DIG (redevance) et de DUP (pour les équipements).

À noter : cette nouvelle DIG comprendra les sous-dossiers techniques, administratifs et fonciers pour les prises d'eau de l'Uzerte et de Riscle (déjà prévus dans l'actuelle DIG), d'autorisation pour l'équipement de la prise d'eau du canal d'Andrest, située sur la commune d'Oursbelille (dossiers d'autorisation, loi sur l'eau, déclaration d'utilité publique, AVP) - enquête publique conjointe.

Une première phase d'étude sera réalisée sur le système d'Andrest. En effet, suite au dimensionnement des travaux sur la prise d'eau prévu dans l'étude d'Antea, et au vu des capacités de l'Échez à l'aval de cette prise d'eau, des travaux de reprise du cours d'eau seront nécessaires pour permettre l'écoulement d'un débit satisfaisant les usages et les besoins naturels des espèces et des milieux, avec également le recul de merlons et les aménagements de prises d'eau intermédiaires.

Ainsi, il est proposé de réaliser une pré-étude technique et environnementale sur ce linéaire, avant les études du dossier de DIG visées ci-dessus.

### Contenu

#### **1- L'élaboration et la rédaction d'un dossier de DIG**

Ce dossier devra présenter l'intérêt général de l'opération globale et des équipements visés. Il servira de base à la future redevance **et aux dossiers de DUP** relatifs à l'équipement des prises d'eau des canaux et des stations hydrométriques. Il sera effectué en partie en régie à l'Institution Adour. Il est prévu une prestation externe pour la mise en forme du dossier, une analyse et un appui juridiques.

**2- Enquête publique conjointe** pour la nouvelle DIG/DUP et pour les travaux relatifs à l'équipement des stations hydrométriques et piézométriques, et des équipements des trois prises d'eau de canaux de l'Uzerte, de Riscle et d'Andrest (y compris travaux sur l'Échez).

### Rappel :

Une fiche programme avait déjà été présentée en 2020 (Fiche n°27), mais depuis à part le suivi en interne de cette opération aucune prestation en externe n'a été lancée. Aussi le plan de financement initial prévoyait une participation de l'agence de l'eau Adour Garonne et de la Région Occitanie. La sollicitation de l'agence de l'eau Adour-Garonne a reçu une réponse favorable alors que celle de la Région Occitanie a reçu une réponse négative. Le plan de financement doit donc être ajusté en conséquence.

### Échéance - Délais :

12 mois

### Coût prévisionnel de l'opération :

		Montant TTC	Montant HT
Enquête publique	Aide à la rédaction de la note juridique	8 000 €	6 666 €
	Impression affiches et dossiers	2 000 €	1 666 €
	Commissaires enquêteurs	24 000 €	24 000 €
	Frais d'insertion	16 000 €	13 334 €
Avant-projet et dossier d'enquête publique pour l'équipement de la prise d'eau du Canal d'Andrest		21 000 €	17 500 €
Élaboration de la nouvelle DIG (prestations en interne)		18 795 €	18 795 €
<b>TOTAL</b>		<b>89 795 € TTC</b>	<b>81 961 € HT</b>

### Plan de financement :

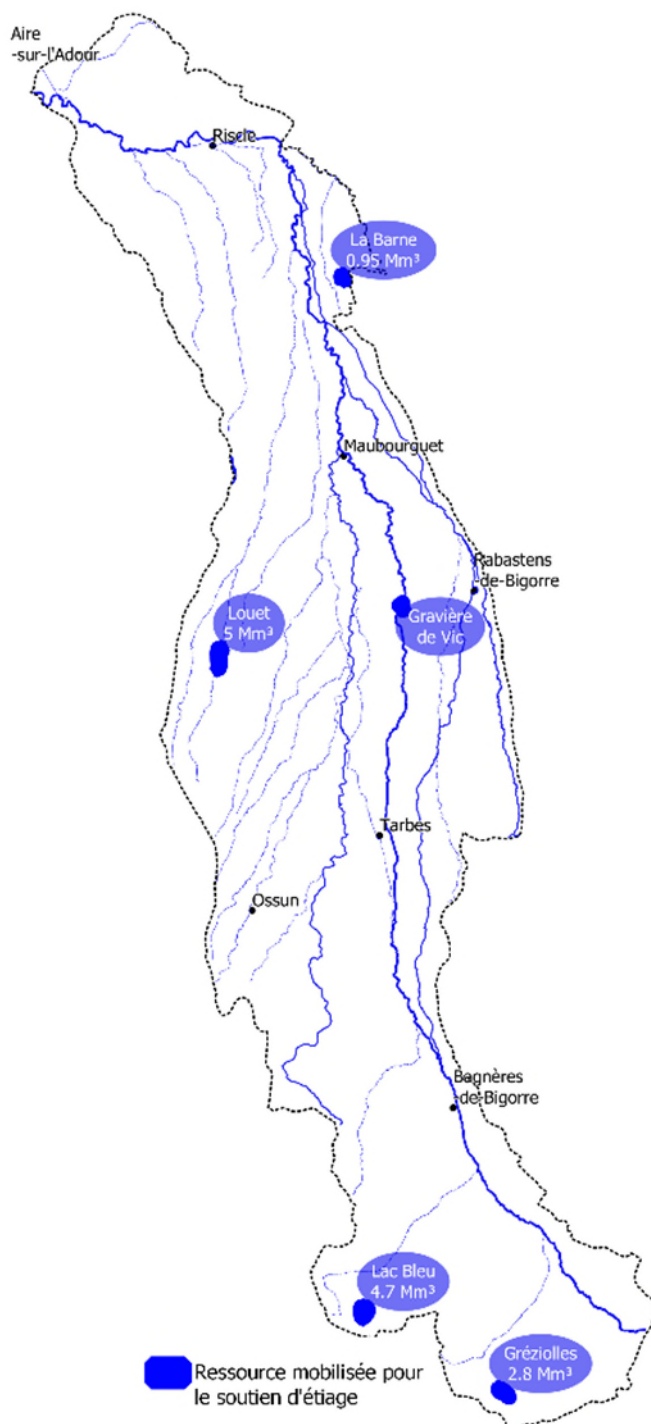
	Enquête publique	Complément Andrest	Suivi de l'élaboration	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	31 583 €		9 398 €	40 981 €
Autofinancement	39 417 €		9 397 € *	48 814 €
<b>Total</b>	<b>71 000 €</b>		<b>18 795 €</b>	<b>89 795 €</b>

\*Le suivi de l'élaboration est financé au travers des charges générales de fonctionnement. Reste à financer 39 417 € à parts égales entre le Département de Gers et celui des Hautes-Pyrénées.



Reste à financer pour l'enquête publique et le complément Andrest	Département du Gers	Département des Hautes-Pyrénées
39 417 €	19 708,50 €	19 708,50 €

### Plan de situation :





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 32

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource

### Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze (phase d'élaboration) : Études phase 2  
Diagnostic socio-économique agricole

### Zone d'influence :

Bassin versant de la Douze

Superficie totale : 1 224 km<sup>2</sup>

Départements concernés : 32 (21 %), 40 (79 %), les taux entre parenthèses correspondent à la moyenne des taux des critères « superficie relative » et « déséquilibre quantitatif » (selon BBR Midouze 2008)

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Les projets de territoire pour la gestion de l'eau émanent de l'instruction gouvernementale du 4 juin 2015 concernant le financement des stockages d'eau, modifiée par l'instruction du Gouvernement du 7 mai 2019. Ces démarches reposent sur une approche globale et co-construite de la ressource en eau et ont pour objectif d'aboutir à un programme d'actions permettant d'atteindre dans la durée un équilibre entre besoins et ressources disponibles en respectant la bonne fonctionnalité des écosystèmes aquatiques, en préservant la qualité de la ressource en eau et en anticipant le changement climatique et en s'y adaptant.

Le 4 novembre 2015, la commission locale de l'eau du SAGE Midouze a délibéré pour confier le portage de l'élaboration du PTGE à l'Institution Adour à travers la mise en place d'un comité de pilotage spécifique « local ». Par délibération du 28 janvier 2021, le comité syndical de l'Institution Adour a décidé d'engager la démarche de PTGE sur le bassin versant de la Douze. Par la suite, la CLE de la Midouze a délibéré le 22 février 2021 la validation du lancement de la démarche.

#### **Buts**

L'acquisition de données socio-économiques spécifiques à l'agriculture du territoire est primordiale dans le cadre de la phase d'élaboration du PTGE Douze. Elle permettra d'identifier les profils d'exploitations, leurs orientations stratégiques et d'apporter des données chiffrées, complétée par une rétrospective de l'historique ayant conduit à la situation actuelle des exploitations grâce au diagnostic agricole. Ces métriques sont indispensables pour constituer l'état des lieux du PTGE mais également lors des phases suivantes, pour l'élaboration du programme d'actions et respecter les objectifs de l'outil PTGE. Le diagnostic agricole permettra de compléter un premier diagnostic réalisé sur la partie landaise du territoire de la Douze et de la Midouze, tout en constituant de la donnée exploitable dans le cadre de l'état des lieux et de l'étude socio-économique type INRAE, dans une phase ultérieure du projet.

## Contenu

Ce travail vise à alimenter le diagnostic du PTGE Douze en données sur l'agriculture actuellement présente sur le bassin versant. Cela concerne les sujets suivants :

- Données générales sur les exploitations (nombre et évolution dans le temps, superficies, activités, pyramide des âges des chefs d'exploitations, nombre d'emplois directs, facilité de reprise...)
- Santé économique des exploitations (excédent brut d'exploitation, reste à vivre, charges, valeur ajoutée par hectare...)

Pour ces deux axes de travail, il sera nécessaire de catégoriser l'analyse en fonction du niveau d'accès à la ressource en eau (quantité allouée, part de la SAU irrigable, niveau de sécurisation de la ressource). Cela devrait permettre de répondre de manière objective et complète à la question centrale de la plus-value actuelle de l'irrigation sur ce territoire.

Des échanges sont en cours avec le CERFRANCE des Landes et du Gers pour la construction du cahier des charges, sur la base de celui réalisé pour l'étude équivalente précédemment commandée dans le cadre du projet de territoire Adour en amont d'Aire.

## Complément à l'étude

Parallèlement à ce travail, il est prévu de réaliser un diagnostic agraire sur la partie Douze amont, plus proche du terrain et de la réalité du territoire.

Ce diagnostic sera réalisé en partenariat avec la Chambre régionale d'agriculture d'Occitanie qui a porté une étude ayant un objectif similaire à l'échelle du bassin Adour-Garonne.

Ce diagnostic agraire va mobiliser un étudiant d'AgroParisTech pendant plusieurs mois ce qui permettra de réaliser des entretiens et viendra ainsi enrichir le travail complémentaire demandé par le secteur agricole, et compléter un premier diagnostic réalisé en 2021 sur la partie Douze aval.

## Échéance - Délais :

Période de 12 mois pour l'étude socio-économique agricole ; 6 mois pour le diagnostic agraire.

## Coût estimatif de l'opération : 40 000 € TTC

Étude socio-économique agricole : 30 000 € TTC (25 000 € HT)

Diagnostic agraire : 10 000 € (frais de personnel)

## Plan de financement prévisionnel :

	Diagnostic agraire	Étude socio- économique	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT)	7 000 €	17 500 €	24 500 €
Région Occitanie (20 % du TTC après application d'une clé de répartition de 24 %*)	480 €	1 440 €	1 920 €
Autofinancement	2 520 €	11 060 €	13 580 €
<i>Dont Département 32 (21%**)</i>	529 €	2 323 €	2 852 €
<i>Dont Département 40 (79%***)</i>	1 991 €	8 737 €	10 728 €
<b>TOTAL TTC</b>	<b>10 000 €</b>	<b>30 000 €</b>	<b>40 000 €</b>

\*24% de la superficie du territoire concerné par le PTGE Douze se situe en Occitanie

\*\* Le pourcentage est égal à la moyenne de la surface relative (291 km<sup>2</sup>, soit 24 %) et du déséquilibre quantitatif indiqué sur le scénario 2d du BBR Midouze 2008 (0,8 Mm<sup>3</sup>, soit 19 %).

\*\*\* Le pourcentage est égal à la moyenne des pourcentages de la surface relative (933 km<sup>2</sup>, soit 76 %) et du déséquilibre quantitatif indiqué sur le scénario 2d du BBR Midouze 2008 (3,5 Mm<sup>3</sup>, soit 81 %).







**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 33

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Ressource

### Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze : phase d'élaboration. Études phase 2  
Bilan besoins-ressources (BBR)

### Zone d'influence :

Bassin versant de la Douze

Superficie totale : 1 224 km<sup>2</sup>

Départements concernés : 32 (21 %), 40 (79 %), les taux entre parenthèses correspondent à la moyenne des taux des critères « superficie relative » et « déséquilibre quantitatif » (selon BBR Midouze 2008)

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Les projets de territoire pour la gestion de l'eau émanent de l'instruction gouvernementale du 4 juin 2015 concernant le financement des stockages d'eau, modifiée par l'instruction du Gouvernement du 7 mai 2019. Ces démarches reposent sur une approche globale et co-construite de la ressource en eau et ont pour objectif d'aboutir à un programme d'actions permettant d'atteindre dans la durée un équilibre entre besoins et ressources disponibles en respectant la bonne fonctionnalité des écosystèmes aquatiques, en préservant la qualité de la ressource en eau et en anticipant le changement climatique et en s'y adaptant.

Le 4 novembre 2015, la commission locale de l'eau du SAGE Midouze a délibéré pour confier le portage de l'élaboration du PTGE à l'Institution Adour à travers la mise en place d'un comité de pilotage spécifique « local ». Par délibération du 28 janvier 2021, le conseil syndical de l'Institution Adour a décidé d'engager la démarche de PTGE sur le bassin versant de la Douze. Par la suite, la CLE Midouze a délibéré le 22 février 2021 la validation du lancement de la démarche.

#### **Buts**

L'actualisation du bilan besoins-ressources (BBR) est prévu lors de la phase d'élaboration du PTGE Douze, car le dernier BBR en date a été établi dans le cadre du SAGE Midouze en 2008.

L'actualisation permettra de mettre à jour le déséquilibre quantitatif du territoire et d'intégrer le changement climatique afin d'estimer les besoins à une échéance à fixer par les acteurs. Ces connaissances sont des prérequis pour l'élaboration du programme d'actions et respecter les objectifs de l'outil PTGE.

Le bilan besoins-ressources permettra d'appréhender l'impact des grandes familles d'actions (économie d'eau, changement de pratiques agricoles, mobilisation de ressource complémentaires, ...) sur le déficit du territoire grâce au changement de certains paramètres d'entrée du modèle.

**Contenu**

Prestation d'études - modélisation pour quantifier les déséquilibres par sous-bassins, sur la base d'hypothèses coconstruites ou validées par les acteurs, en vue d'orienter la mise en place du programme global d'actions qui devra permettre de résorber le déséquilibre à l'échéance souhaitée par les acteurs.

**Échéance - Délais :**

18 mois

**Coût de l'opération :** 102 000 € TTC (85 000 € HT)

**Plan de financement prévisionnel :**

	Dépenses éligibles	Montant aide
Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT)	85 000 €	59 500 €
Région Occitanie (20 % du TTC après application d'une clé de répartition de 24 %*)	24 240 €	4 848 €
Autofinancement	102 000 €	37 652 €
<i>Dont Département 32 (21%**)</i>		7 907 €
<i>Dont Département 40 (79%***)</i>		29 745 €
<b>TOTAL</b>		<b>102 000 €</b>

\*24% de la superficie du territoire concerné par le PTGE Douze se situe en Occitanie

\*\* Le pourcentage est égal à la moyenne de la surface relative (291 km<sup>2</sup>, soit 24 %) et du déséquilibre quantitatif indiqué sur le scénario 2d du BBR Midouze 2008 (0,8 Mm<sup>3</sup>, soit 19 %).

\*\*\* Le pourcentage est égal à la moyenne des pourcentages de la surface relative (933 km<sup>2</sup>, soit 76 %) et du déséquilibre quantitatif indiqué sur le scénario 2d du BBR Midouze 2008 (3,5 Mm<sup>3</sup>, soit 81 %).





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

## FICHE DE PROPOSITION n° 34

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

### Type d'opération :

Risques fluviaux

### Intitulé de l'opération :

Travaux de réparation de la digue du Cout à Sorde-l'Abbaye

### Zone d'influence :

Gave d'Oloron aval - commune de Sorde-l'Abbaye

### Description de l'opération :

#### **Origine**

Suite à la crue survenue en juin 2018, le gave d'Oloron est sorti de son lit mineur et a provoqué de nombreux dégâts notamment sur sa partie aval.

Plusieurs travaux ont été entrepris par le syndicat mixte du bas Adour (SMBA) alors compétent en matière de GEMAPI et par l'Institution Adour.

Une étude hydraulique et hydromorphologique du secteur a également été réalisée par l'Institution Adour par délégation du syndicat des gaves d'Oloron et de Mauléon et de leurs affluents (SIGOM) afin de caractériser les différents aléas et d'étudier les risques de mobilité latérale du cours d'eau sur la zone.

Différentes pistes d'aménagement destinés à protéger les enjeux, privés ou d'intérêts général ont alors été étudiées et chiffrées.

Du point de vue de l'intérêt général, il a ainsi été démontré qu'une partie de la digue de Cout située en rive gauche sur la commune de Sorde-l'Abbaye (cf. carte jointe en annexe) et construite par l'Institution Adour en 1983 avait un rôle morphologique prépondérant pour la stabilisation du lit notamment.

#### **Buts**

L'opération a pour objectif de restaurer la partie médiane de la digue ainsi que son déversoir avec une crête d'ouvrage calée à 11,70 m NGF.

La maîtrise d'ouvrage de ces travaux sera assurée par l'Institution Adour, propriétaire du fond et des ouvrages.

Cette partie d'ouvrage sera administrativement régularisée en remblai en lit majeur et mis à disposition du SIGOM compétente en matière de GEMAPI.

### Détail de l'opération pour l'année :

- Réhausse et homogénéisation de la crête de l'ouvrage à la côte de 11,70 m NGF.
- Dévégétalisation du déversoir pour prévenir le risque de déstabilisation sans dessouchage.



**Maître d'ouvrage :**  
Institution Adour

**Echéance - Délais :**  
Travaux effectués à l'été 2023 en fonction des autorisations réglementaires

**Coût de l'opération : 80 000 € HT**

**Plan de financement prévisionnel :**

	Taux de participation	Montant
CAPG Énergies Nouvelles	Forfaitaire	2 000 €
Autofinancement *	20%	78 000 €
<b>Total</b>		<b>80 000 €</b>

\* Le reste à charge de l'EPTB sera réparti à parité entre le Département des Landes et la CCPOA

**Détail de la répartition du reste à charge :**

	Taux de participation	Montant
Département des Landes	50 % du reste à charge	39 000 €
Communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans	50 % du reste à charge	39 000 €

**Plan de situation :**

